



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

Guerre en Ukraine : Vladimir Poutine ordonne la poursuite de l'offensive russe après la prise de la région de Louhansk	Page 2
Nous devons aller jusqu'à la frontière polonaise	Page 3
Guerre en Ukraine : les habits neufs du non-alignement	Page 6
L'Otan pourrait-elle entrer en guerre contre la Russie ?	Page 8
Les 7 leçons de la guerre en Ukraine	Page 11
Garantir la sécurité à long terme de l'Ukraine	Page 13
Quelles stratégies Vladimir Poutine a-t-il déployées pour que la Russie résiste sur le terrain économique	Page 18
Tensions autour de l'enclave russe de Kaliningrad	Page 22
Les inquiétantes leçons de la guerre d'Ukraine pour l'avenir de Taïwan	Page 24
La Chine déploie des dizaines d'avions de guerre près de Taïwan	Page 29
La dépendance de la Chine empêchera la guerre	Page 29
Guerre en Ukraine, réchauffement climatique, Covid-19... On vous explique la crise alimentaire qui inquiète en Afrique de l'Ouest	Page 30
Mali : Un nouveau groupe russe Wagner s'installe dans une ancienne base militaire française	Page 33
Le Nouveau Rideau de Fer	Page 34
Une étude plaide pour un « renouveau de l'artillerie française » avec 215 CAESAR et des capacités de défense sol-air	Page 36



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 2

Guerre en Ukraine : Vladimir Poutine ordonne la poursuite de l'offensive russe après la prise de la région de Louhansk



Les forces russes ont conquis la ville de Lyssytchansk, dernier bastion tenu par les Ukrainiens dans la région de Louhansk. Mais Moscou ne compte pas s'arrêter là.

© Fournis par franceinfoGuerre en Ukraine :

Vladimir Poutine ordonne la poursuite de l'offensive russe après la prise de la région de Louhansk.

Le président russe Vladimir Poutine a ordonné à ses forces de poursuivre leur offensive dans l'est de l'Ukraine, lundi 4 juillet, après la conquête de l'intégralité de la région de Louhansk. Les forces russes *"doivent mener à bien leurs missions selon les plans déjà approuvés"*, a déclaré le président lors d'un entretien avec son ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, retransmis à la télévision. *"J'espère que dans leurs secteurs tout se passera comme cela s'est passé à Louhansk"*, a-t-il ajouté.

La veille au soir, l'état-major des forces armées ukrainiennes avait annoncé son retrait de la ville de Lyssytchansk – dernier bastion tenu par les Ukrainiens dans la région de Louhansk –, reconnaissant la *"supériorité"* des troupes russes sur le terrain. *"Nous continuons de défendre une infime partie [du territoire] de la région de Louhansk de façon que notre armée puisse"* préparer une nouvelle ligne de défense, a déclaré lundi matin Serguïï Gaïdaï, gouverneur de cette région. Sergueï Choïgou a affirmé que les forces de Moscou étaient désormais en train de *"procéder au déminage de la ville de Lyssytchansk"*.

Lyssytchansk était une **pièce maîtresse du plan de conquête** du Donbass, bassin industriel largement russophone et en partie contrôlé par des séparatistes prorusses depuis 2014. Lundi, un haut responsable séparatiste, Vitali Kiseliev, a déclaré que les forces de Moscou avançaient désormais depuis deux directions vers la localité de Siversk, sur le chemin de Sloviansk et de Kramatorsk. Ces deux villes majeures, situées plus à l'ouest, sont désormais pilonnées.

Alors que la ligne de front se rapproche, les autorités ukrainiennes appellent désormais les habitants de Sloviansk à quitter la région, tout en s'efforçant de ralentir la progression de l'armée russe.



Guerre en Ukraine : « Nous devons aller jusqu'à la frontière polonaise »

ENTRETIEN. Le vice-président du parlement russe, Piotr Tolstoï, descendant du grand romancier, fait partie des faucons qui veulent rayer l'Ukraine de la carte.

Par Marc Nexon, envoyé spécial à Moscou - Publié le 24/06/2022 à 19h00 - Modifié le 25/06/2022 à 09h53

C'est l'une des voix les plus radicales du régime. Piotr Tolstoï, 53 ans, vice-président de la Douma, le parlement de la Fédération de Russie, appartient au clan des faucons qui poussent le président Vladimir Poutine à conquérir la totalité de l'Ukraine, désormais candidate à intégrer l'Union européenne. Ancien animateur de talk-shows sur la première chaîne jusqu'en 2016, descendant du grand romancier Léon Tolstoï, auteur de Guerre et Paix, Piotr Tolstoï promet le retour de Kiev dans le giron de Moscou. À ses yeux le conflit ukrainien ne révèle rien d'autre qu'une « guerre de civilisation ». Entretien.

Le Point : Emmanuel Macron a déclaré à deux reprises qu'il ne fallait pas humilier la Russie. Quelle est votre réaction ?

Piotr Tolstoï : Nous saluons la politesse de M. Macron et le fait qu'il connaisse sa géographie. Il n'oublie pas que la Russie est cinquante fois plus vaste que la France. Il s'agit néanmoins d'une déclaration naïve, car la réalité est que l'Ukraine n'existe pas.

C'est-à-dire ?

Nous avons engagé une opération. Il n'est pas question de faire les choses à moitié. Si une Ukraine occidentale se maintient, elle représentera toujours une menace pour la Russie, car l'armement en provenance de l'Ouest continuera à affluer. Sans parler des missiles à longue portée dont elle dispose déjà et qui cibleront toujours le Donbass. Nous devons donc aller jusqu'à la frontière polonaise.

Votre idée est donc de renverser le président Zelensky ?

Vous pensez que nous sommes là pour nous amuser. Nous ne laisserons pas des institutions antirusses à la tête de ce pays. Zelensky et ses amis partiront où ils veulent, en Pologne ou à Londres. Ils y formeront un gouvernement en exil si ça leur chante. Zelensky a beau jouer les Che Guevara et les Churchill, il restera dans l'Histoire comme le dernier leader de l'Ukraine.

Pourquoi n'admettez-vous pas que l'Ukraine veut rester indépendante ?

Au cours des vingt dernières années, on a fait croire aux Ukrainiens qu'ils ne faisaient pas partie de la Russie. Il va falloir vingt ans pour leur faire admettre le contraire.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

Au-delà de l'Ukraine, quelles sont vos ambitions territoriales ?

Nous n'irons pas en Pologne. Les Polonais nous sont très utiles, car ils travaillent à la décomposition de l'Union européenne, qu'il s'agisse des institutions judiciaires ou du Parlement européen. Ils créent le chaos là où ils se trouvent. Ce sont finalement nos agents en Europe. Il n'y a pas de projet en direction des pays Baltes même si leurs gouvernements s'attachent à violer les droits des minorités russes depuis des années. Il n'y a pas de projet de conquête de la Moldavie. En revanche, après la prise d'Odessa, on songera éventuellement à débloquer la Transnistrie.

Est-ce qu'une tentative de reprise de la Crimée ferait partie de « la menace existentielle » qui justifierait le recours à l'arme nucléaire ?

Bien sûr, mais ne vous inquiétez pas, nous n'allons pas utiliser l'arme nucléaire. On l'envisagerait si l'Ukraine s'en dotait.

L'escalade militaire est donc la seule option ?

Cette situation est le résultat de l'aveuglement des Occidentaux qui n'ont jamais voulu prendre en considération nos préoccupations sur le sort des 20 millions de Russes en Ukraine. Non, à leurs yeux, Zelensky ne peut pas être un fasciste car il est juif. Vous connaissez la conséquence ? Un désastre économique et politique en Europe avec, dans les cinq prochaines années, une augmentation considérable des prix de l'énergie, une paupérisation de la classe moyenne et la fin de vos élites politiques. Les gens ne supporteront jamais une chute de 30 % de leur niveau de vie telle qu'elle se profile. D'énormes manifestations auront lieu en France et ailleurs. Voilà ce qui vous attend. Vous regretterez d'avoir autant débattu sur l'énergie verte et les droits des LGBT et de ne pas vous être consacrés à des choses plus essentielles.

Vous pensez que vous échapperez aux effets des sanctions économiques ?

Évidemment, nous allons souffrir des sanctions, mais nous sommes moins sensibles que vous aux difficultés de la vie quotidienne. Ces difficultés font partie de notre histoire. Elles ne vont pas nous empêcher d'investir dans notre économie, de développer notre réseau autoroutier, ferroviaire et de réorienter nos exportations d'hydrocarbures vers l'Asie. Vous remarquerez que le rouble se maintient à un niveau très élevé.

Comment voyez-vous l'entrée annoncée de la Suède et de la Finlande dans l'Otan ?

D'abord, ce n'est pas fait en raison de l'opposition de la Turquie. Mais c'est très simple : si des bases militaires de l'Otan s'installent en Suède et en Finlande, nous disposerons nos armes nucléaires de l'autre côté de la frontière.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 5

Avez-vous vraiment les moyens de prolonger ce conflit ?

C'est vous en Occident qui êtes pressés de voir les choses s'apaiser. De notre côté, nous avons le temps et nous avons du chauffage. Quant à nos capacités militaires, elles sont toujours là. Ce qui nous préoccupe davantage, ce sont les pertes humaines. Nous voulons préserver la vie de nos soldats et de nos officiers. Pour autant, il ne faut pas douter de notre sens du sacrifice. Il n'y a pas longtemps, un ambassadeur occidental m'a dit : « Vous n'êtes quand même pas prêts à sacrifier 200 000 hommes pour l'Ukraine ? » Je lui ai rappelé que 20 millions d'hommes sont tombés lors de la Seconde Guerre mondiale.

Songez-vous à décréter une mobilisation générale ?

Non, nous avons encore des réserves de gens qui ont une expérience militaire et qui peuvent renforcer les effectifs actuels. Ce sont eux qui iront combattre à l'intérieur des grandes villes, pas les appelés.

N'êtes-vous pas en train de sous-estimer la résistance ukrainienne ?

Vous croyez qu'ils tiendront ainsi des années avec d'énormes pertes et des mères qui pleurent leurs fils ? Pour l'instant, notre objectif est de détruire le noyau le plus entraîné de l'armée ukrainienne. Ce sont 50 000 à 60 000 hommes sur le point d'être encerclés dans le Donbass. Nous pourrions ensuite avancer plus vite.

Malgré l'armement occidental qui arrive en Ukraine ?

Contrairement à l'idée reçue, les Américains se gardent bien d'envoyer, avec leurs armes à longue portée, les systèmes de guidage par satellite. Mais qu'importe, nous encourageons les Occidentaux à poursuivre leurs livraisons d'armes. Ce sont d'excellentes cibles pour nos missiles Iskander. Nous bombardons les centres de stockage dans l'ouest de l'Ukraine, ce que les autorités ukrainiennes ne vous diront jamais. C'est un bon entraînement pour nos forces.

Dans quelles conditions des négociations peuvent-elles s'ouvrir ?

Nous sommes dans une guerre de civilisation. Vous comprendrez bientôt que vous n'avez pas affaire à une grosse Pologne, mais au monde russe, constitué de la Russie et des anciennes républiques de l'URSS. Le jour où l'on se mettra autour d'une table de négociation, il s'agira de rediscuter d'une nouvelle organisation sécuritaire en Europe. Il faudra un nouveau Yalta, comme à la fin de la Seconde Guerre mondiale.



Baverez – Guerre en Ukraine : les habits neufs du non-alignement

ÉDITO. De nombreux pays émergents, longtemps non alignés, se rapprochent de la Russie. Un danger majeur pour les démocraties occidentales.



Le blocus du port d'Odessa modifiera-t-il à terme la position des pays émergents vis-à-vis de la guerre en Ukraine ?

© BENJAMIN FURST / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP
Par Nicolas Baverez - Publié le 27/06/2022 à 07h30

L'invasion de l'Ukraine marque le retour de la guerre en Europe et la confrontation ouverte entre les démocraties et les empires autoritaires. Elle a réveillé l'Occident, qui s'est mobilisé pour soutenir l'Ukraine, sanctionner la Russie et lancer un vaste effort de réarmement à travers l'Otan, que la Suède et la Finlande ont décidé de rejoindre. Mais au réalignement des démocraties répond le non-alignement du Sud, placé sous le signe du désalignement avec l'Ouest.

Face à la nouvelle guerre froide déclenchée par l'invasion de l'Ukraine entre les démocraties et la Russie de Vladimir Poutine adossée à la Chine de Xi Jinping, les pays émergents – y compris quand ils disposent d'institutions libres – ont refusé de prendre parti. Ils ont considéré qu'il s'agissait avant tout d'un conflit européen, quand bien même ses conséquences seraient planétaires.

À l'image de l'Inde, ils se sont systématiquement abstenus à l'ONU et ont choisi de ne pas appliquer les sanctions visant la Russie – position partagée par la Turquie en dépit de son appartenance à l'Otan. Ils pratiquent une diplomatie transactionnelle en fonction de leurs intérêts – ainsi, l'Arabie saoudite a résisté aux pressions des États-Unis pour augmenter la production et faire baisser les prix du pétrole, et l'Inde comme l'Indonésie ont suspendu leurs exportations (blé et de sucre pour la première, huile de palme pour la seconde) afin de sécuriser l'approvisionnement de leur population. Ils dénoncent la crise alimentaire déclenchée par le conflit, qu'ils attribuent aux sanctions internationales et non pas à la dévastation de l'Ukraine et à la fermeture des ports de la mer Noire par Moscou.

Sous le non-alignement pointe ainsi un biais favorable à la Russie. Mise au ban par l'Occident, elle est loin d'être isolée ailleurs, bénéficiant de l'appui de l'Inde et de l'Indonésie, du Brésil et du Mexique, de nombreux pays du Golfe, de l'Afrique du Sud et d'une majorité de pays africains.

Axe Moscou-Pékin

L'agression de l'Ukraine par la Russie au nom de son grand dessein impérial viole frontalement les principes de la souveraineté nationale et de non-ingérence défendus par les non-alignés.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

Moscou porte aussi une responsabilité directe dans la crise énergétique et alimentaire qui déstabilise de nombreux pays pauvres en Afrique et au Moyen-Orient. Elle a fortement contribué à l'explosion de l'inflation, qui déstabilise l'économie mondiale, fait chuter la croissance des pays du Sud à 3,4 % au mieux en 2022 et ranimé le spectre de la stagflation, synonyme de crise financière pour nombre d'entre eux.

Pourtant, les émergents penchent en faveur de l'axe constitué par Moscou et Pékin et reprennent à leur compte le récit russe qui, contre les faits, explique le recours à la guerre par l'expansion de l'Otan et attribue la crise humanitaire aux sanctions occidentales. Ils partagent, au nom de la détestation de l'ère coloniale, l'objectif de la remise en cause d'un système international jugé trop favorable aux États-Unis et la construction d'un monde postoccidental, y compris à travers la création de sphères d'influence. Ils critiquent l'Occident pour son infidélité aux valeurs dont il se réclame et leur application à géométrie variable. Ils convergent autour du culte des hommes forts et des passions nationalistes, qui créent une solidarité entre Vladimir Poutine, Xi Jinping, Narendra Modi, Jair Bolsonaro, Recep Tayyip Erdogan ou le prince Mohammed ben Salmane.

La guerre en Ukraine, en cristallisant les transformations du monde du XXI^e siècle, acte le changement de nature et de statut du Sud non aligné. Celui-ci devient un acteur géopolitique autonome, dont le rôle est de plus en plus décisif. Le non-alignement est né à Bandung en 1955 en tant que périphérie revendiquant des droits face au cœur du système international, organisé autour des superpuissances de la guerre froide. Les chocs pétroliers des années 1970 furent l'occasion d'affirmer la puissance des producteurs d'énergie et de matières premières face aux pays consommateurs. L'épidémie de Covid-19 puis le conflit ukrainien donnent naissance à un nouveau Sud, qui s'affirme politiquement, revendique son autonomie stratégique et entend peser sur la gestion des problèmes mondiaux, qu'il s'agisse de sécurité, de santé, de commerce, de production des biens essentiels – à commencer par les médicaments et les vaccins – ou de lutte contre le réchauffement climatique. Avec pour ambition ultime de devenir le cœur du monde du XXI^e siècle, dont le Nord deviendrait la périphérie.

Un signal d'alerte majeur pour les démocraties

La montée en puissance des non-alignés est la conséquence directe de leur décollage économique. Les émergents, grands bénéficiaires de la mondialisation qui a réduit de plus d'un tiers l'écart de richesse entre le Nord et le Sud, représentent désormais 52 % du PIB mondial. Le commerce Sud-Sud constitue la composante la plus dynamique des échanges, particulièrement en Asie-Pacifique. Au moment où la mondialisation se fragmente, les émergents, qui ont souvent fait preuve d'une grande capacité de résilience face aux chocs, s'adaptent en diversifiant et renforçant les productions locales.

Dans le même temps, les pays occidentaux ont perdu le contrôle de l'ordre mondial, avec l'enchaînement des guerres perdues – de l'Afghanistan au Sahel –, de la mondialisation du capitalisme avec le krach de 2008, de l'incapacité à assurer la protection de leur population lors de la pandémie de Covid. Le repli des États-Unis et l'impuissance de l'Europe ont ainsi créé un vide stratégique dans lequel se sont engouffrés les empires autoritaires comme les pays du Sud. Non seulement ceux-ci se sont émancipés de leur dépendance envers l'Occident, mais ils lui sont de plus en plus hostiles.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

Le soutien apporté par les non-alignés à la Russie à l'occasion de la guerre d'Ukraine constitue un signal d'alerte majeur pour les démocraties, cibles des empires autoritaires. À l'âge de l'histoire universelle et dans un monde devenu authentiquement multipolaire, l'Ouest ne peut pas perdre le Sud, sauf à se mettre en grand danger. Les démocraties doivent donc intégrer dans leur stratégie de riposte à l'axe formé par Pékin et Moscou une ouverture vers les émergents qui associe une réponse à l'urgence alimentaire et humanitaire, un soutien déterminé à leur développement, un multilatéralisme rénové pour traiter des problèmes planétaires ainsi qu'une réhabilitation des valeurs et des institutions placées sous le signe de la liberté, qui ne se confondent pas avec l'Occident et demeurent le seul moyen de garantir la dignité des hommes.

Bruno Tertrais – L'Otan pourrait-elle entrer en guerre contre la Russie ?

CHRONIQUE. L'analyste passe en revue des scénarios qui pourraient conduire les Occidentaux à durcir leur implication dans le conflit russo-ukrainien.



Sommet de l'Otan du 24 mars dernier.

© HENRY NICHOLLS / POOL / AFP

Par Bruno Tertrais* - Publié le 22/06/2022 à 13h00

Y a-t-il des circonstances dans lesquelles les pays occidentaux pourraient s'engager directement dans la bataille d'Ukraine ? Pour l'instant, il n'en est nullement question, sauf à ce que Moscou s'en prenne directement au territoire allié, couvert par l'article 5 du traité de Washington, ce qu'il s'est bien gardé de faire jusqu'à présent. Mais l'on pense toujours à l'emploi d'armes chimiques, qui correspondrait au franchissement d'une ligne rouge morale et juridique et conduirait sans doute les pays occidentaux à s'estimer contraints de s'impliquer davantage. On pense aussi à une percée de l'armée russe vers Odessa et à la réalisation de la fameuse « jonction territoriale » jusqu'à la Transnistrie (qui est officiellement un territoire moldave), ce qui ferait de l'Ukraine un État enclavé et asphyxierait son économie. La Moldavie, voire la Roumanie – qui, elle, est membre de l'Otan –, aurait alors de bonnes raisons de se sentir menacée.

Et d'autres scénarios sont imaginables. On pourrait voir, par exemple, dans quelques mois, l'Ukraine lancer une opération de reconquête éclair de son territoire, comme la Croatie l'avait fait à l'été 1995 (opération Tempête). On en est loin aujourd'hui, mais il n'est pas trop tôt pour s'interroger sur le sens d'une déclaration telle que celle du secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, qui disait, le 15 mai, que l'Ukraine « *peut gagner la guerre* ». Car « *gagner la guerre* » pourrait être compris très différemment à Kiev, à Washington ou à Bruxelles. Certes, les pays occidentaux ont toujours soutenu le principe de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

Quelques jours avant la sortie de Jens Stoltenberg, les dirigeants du G7 avaient assuré le président Zelensky de leur « *entière solidarité et de leur soutien à l'Ukraine, qui défend courageusement sa souveraineté et son intégrité territoriale et qui lutte pour un avenir pacifique, prospère et démocratique à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues* ». Ils ne reconnaissent pas plus la sécession des Républiques autoproclamées du Donbass que l'annexion de la Crimée qui, sur les cartes officielles fait toujours l'objet d'une mention spéciale, comme c'était le cas pour les pays Baltes (annexés en 1940) sur les cartes américaines de l'Union soviétique.

Menace nucléaire ?

Mais à n'en pas douter, nombre de pays alliés refuseraient d'assister l'Ukraine dans une opération de reconquête qui viserait à « *attaquer le territoire russe* ». Avec un risque, cette fois, d'escalade et de réelles menaces nucléaires. Vladimir Poutine n'avait-il pas déclaré a posteriori qu'il était prêt, en 2014, à mettre ses forces nucléaires en alerte si la Crimée était menacée ? Et suggéré en février 2022 qu'une guerre pour la Crimée pourrait devenir nucléaire ? En avril, le Royaume-Uni a encouragé Kiev à reconquérir « *l'ensemble de l'Ukraine* ».

D'autres seront plus prudents. Les livraisons d'armes et l'apport de renseignements tactiques à l'Ukraine pourraient se tarir... La même question se poserait, bien sûr, dans l'hypothèse où d'autres régions seraient annexées par Moscou d'ici là : les deux Républiques du Donbass, évidemment, que l'on imagine volontiers rattachées à la Russie à la suite d'un « *référendum populaire* », mais aussi Kherson et Zaporijjia. Dans le cas où des pays alliés aideraient directement Kiev à récupérer la Crimée ou d'autres territoires annexés, Moscou aurait davantage de raisons de se dire « *en guerre contre l'Otan* », quand bien même l'Organisation elle-même ne serait pas impliquée en tant que telle. Les États-Unis et certains États européens seraient-ils prêts à prendre le risque d'être partie à une confrontation ayant pour enjeu un « *territoire russe* » ?

Une autre hypothèse verrait les pays occidentaux forcer le blocus de la mer Noire. Comme on le sait, ce blocus maritime, de fait imposé à l'Ukraine, a d'ores et déjà des conséquences majeures pour l'approvisionnement en céréales d'une bonne partie du monde. Car l'Ukraine figure – avec la Russie – au nombre des plus grands exportateurs de céréales, juste après les États-Unis, le Canada et la France. En 2021, elle avait exporté 12 % du blé mondial (dont la moitié du blé acheté par le Programme alimentaire mondial), soit 24 millions de tonnes. Elle assurait aussi 16 % des exportations mondiales de maïs, 18 % des exportations d'orge, 20 % des exportations de colza et 50 % des exportations de tournesol.

Depuis la chute de Marioupol, la Russie contrôle totalement la mer d'Azov et exerce un blocus sur les côtes ukrainiennes au moyen d'une vingtaine de bâtiments navals. Certes, la marine russe a subi l'un des revers les plus spectaculaires que l'on ait vus sur mer depuis la guerre des Malouines (1982). Mais celle de l'Ukraine est presque inexistante (Moscou ayant mis la main sur les trois quarts de celle-ci en 2014) et Kiev n'a pas la possibilité de la défaire par la mer.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

Baisse annoncée de la production de blé ukrainien

Selon l'ONU, début mai, quelque 25 millions de tonnes de céréales étaient stockées dans les ports ukrainiens. Sans guère d'autres possibilités que celle d'un transport par la mer, le recours au ferroviaire n'étant pas réaliste : il faut environ quinze trains pour emporter la cargaison d'un navire céréalier, sans compter les problèmes de franchissement des frontières dus à des écartements différents de rails, etc. Les choses ne vont pas s'arranger : la production de blé ukrainien devrait baisser de 40 %. La Russie, qui avait déjà, début avril, évoqué la possibilité de réserver ses exportations aux pays « non hostiles », exige que les sanctions soient levées pour que les exportations puissent reprendre. Elle envisage l'ouverture de couloirs maritimes, sans doute pour répondre préventivement aux critiques qui pourraient l'accuser d'affamer le monde, mais... sous sa protection et avec la coopération de la Turquie.

Il y a peu de chances qu'elle accepte l'idée promue par l'ONU d'une simple levée des sanctions sur les exportations russes et biélorusses d'intrants agricoles en échange. Et la Russie a pour l'instant davantage à gagner qu'à perdre au blocage de la situation. Elle cherche à épuiser économiquement l'Ukraine, tout en mettant la main sur une partie de ses récoltes, y compris pour... les vendre elle-même. Les cours mondiaux s'affolent ? C'est à son avantage. Des « émeutes de la vie chère » se profilent ? De nouvelles vagues migratoires pourraient en résulter ? Tant mieux. Elle se complaît dans la stratégie du chaos.

Le Conseil de sécurité, face à la menace d'un veto russe, ne pourrait adopter de résolution contraignante à cet effet. Une voie pourrait consister à rechercher l'assentiment d'un maximum de pays à l'Assemblée générale, à commencer par les principaux récipiendaires, en quantité, de blé ukrainien (Égypte, Indonésie, Turquie...) et ceux qui en dépendent le plus (Liban, Libye, Tunisie...).

Dès lors, une coalition d'États volontaires pourrait tenter de débloquent la situation par la force, en commençant par le verrou de la désormais célèbre île des Serpents, proche de l'embouchure du Danube et à 40 kilomètres seulement du grand port roumain de Constanta. Nombre d'obstacles existeraient, et ce serait une opération à haut risque. La Turquie devrait donner son accord, en vertu de la convention de Montreux (1936), qu'elle applique strictement, au passage de navires alliés. La mer Noire a été minée par Moscou et Kiev (pour protéger Odessa) et le bastion de Crimée permet aux forces russes de s'en prendre à tout navire proche des côtes. Les primes d'assurances exploseraient.

Urgence alimentaire et politique

Certes, il existe des précédents (opérations occidentales de déminage et d'escorte des pétroliers dans le golfe Persique). Mais après avoir refusé d'établir une « zone d'interdiction de survol » au-dessus de l'Ukraine par peur de devoir tirer sur des appareils russes, les armées occidentales seraient-elles prêtes, si nécessaire, à faire de même sur des bâtiments navals ? À moins que l'armée ukrainienne soit suffisamment forte à ce moment pour pouvoir couler la flotte russe au moyen de missiles de type Harpoon tirés depuis la côte... En tout cas, le temps commencera à manquer après l'été : faute de déblocage de la circulation maritime en mer Noire, au plus tard à l'automne, les stocks seront perdus.



L'urgence alimentaire sera bientôt présente. Elle se double, à titre subsidiaire, d'une urgence politique : à l'heure où tant de pays dits improprement du Sud doutent de la pertinence d'une opposition frontale à Moscou et sont prompts à nous accuser d'un permanent « deux poids, deux mesures », n'est-il pas temps de leur montrer que le sort de leurs populations nous importe ?

Les 7 leçons de la guerre en Ukraine

L'offensive russe en Ukraine laisse émerger un nouveau modèle de conflit, à mi-chemin entre guerre froide et opérations de contre-insurrection.



Attaque russe contre la base militaire de Yavoriv, près de Lviv, en Ukraine, le 13 mars 2022.

© @BACKANDALIVE / X04130 / BackAndAlive via REUTERS - Guerric Poncet

Publié le 21/06/2022 à 08h30 - Modifié le 25/06/2022 à 17h00

S'il est encore trop tôt pour faire le bilan d'un conflit qui risque bel et bien de s'enliser sur plusieurs mois – voire années –, nous pouvons d'ores et déjà en tirer sept enseignements.

1. La réapparition de la haute intensité

La guerre est redevenue une affaire de chars, de bombardiers et de frégates. La Russie comme l'Ukraine ont subi des pertes militaires importantes, humaines et matérielles, qu'il leur a fallu régénérer dans la durée. La guerre éclair voulue par Moscou n'a pas été possible, malgré le tir de plus de 1 300 missiles balistiques sur des centres névralgiques dans l'espoir de faire s'effondrer le système ukrainien. Une stratégie qui avait déjà échoué quand l'Otan avait attaqué la Serbie en 1999. La conquête au sol et l'effet de masse sont incontournables.

2. Une guerre de l'information systématique

Le général russe Valéri Guérassimov l'a théorisé : la guerre hybride doit être menée à 80 % hors des champs de bataille. Ainsi, Moscou a réussi ses opérations de communication dans les années et les mois précédant l'offensive, embarquant dans ses rangs une partie de la classe politique des pays occidentaux. Au moment de l'invasion, une phase de cyberattaques massives a ciblé en Ukraine la connectivité entre le décideur et l'armée, ce qui a modérément fonctionné. Et dans la phase d'affrontement militaire, les deux camps ont rivalisé d'ingéniosité médiatique pour apparaître comme les vainqueurs, en insistant sur leurs victoires respectives. Mais le chaos cyber tant redouté n'a pas eu lieu.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

3. Le retour de la poliorcétique, l'art du siège

Les troupes russes ont encerclé des villes dès le début de l'offensive, mais n'ont essayé de s'en emparer que si elles représentaient un intérêt stratégique ou politique important. Les cibles ont été pilonnées sans relâche. À court de bombes et de missiles guidés au bout de quelques jours, l'armée a largué des « bombes lisses » sans système de guidage, dont certaines étaient entreposées depuis les années 1950.

4. Le rôle central de la population civile

Sous-estimé par Moscou, le moral des Ukrainiens est le principal facteur de leur réussite au début du conflit. La population, pour garder son indépendance, a pris les armes sans hésiter et mis en déroute l'une des armées les plus puissantes du monde. Comme dans tous les conflits récents, les massacres de civils et les victimes collatérales ont été un enjeu moral conditionnant la légitimité durable de l'action.

5. Le privé s'en mêle

Les États ne sont plus seuls à décider de la politique étrangère ! Starlink, réseau de télécommunications satellitaires de l'Américain Elon Musk, a soutenu Kiev. Idem pour Clearview AI, une intelligence artificielle qui a permis aux Ukrainiens d'écrire aux familles des soldats russes morts au front, identifiés grâce à ce logiciel américain de reconnaissance faciale.

6. L'importance de décentraliser

Comme en 1943, les stratèges russes ont bien planifié leurs opérations, qui reprennent dans les grandes lignes les mêmes axes d'effort de part et d'autre du Dniepr, résultat de calculs mathématiques froids et minutieux. Ces derniers ne laissent aucune place aux cas non conformes : sur le terrain, les officiers n'ont pas de marge de manœuvre si tout ne se passe pas comme prévu. Pourtant, la maxime du maréchal prussien von Moltke est toujours vraie : « Aucun plan ne résiste au premier contact avec l'ennemi. » En face, les Ukrainiens ont peaufiné un système agile, décentralisé, qui leur a permis de résister.

7. Le mythe de l'armée russe s'effondre

Contrairement à ceux de l'Armée rouge, les généraux russes de 2022 n'ont pas eu assez d'effectifs pour relancer l'action, avec un corps expéditionnaire limité à 160 000 hommes, face à 145 000 militaires ukrainiens, sans compter les bataillons territoriaux et les forces de sécurité intérieure. « Le rapport de force n'était pas suffisant, il faut être au moins quatre contre un pour attaquer, voire six contre un en milieu urbain », explique un général français. Autre constat : les armements high-tech ne permettent pas de s'affranchir du terrain, alors que les capacités de franchissement de cours d'eau ou de bréchage de fortifications ont été négligées.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

Garantir la sécurité à long terme de l'Ukraine

La sécurité à long terme de l'Ukraine repose sur trois piliers : la défaite militaire de la Russie dans cette guerre, la prise de conscience par l'Occident qu'il ne peut y avoir de retour à la coopération ou à l'interdépendance avec la Russie autocratique et impérialiste, et l'intégration de l'Ukraine, d'abord dans l'UE, puis dans l'OTAN. Si l'on supprime l'un de ces éléments, la probabilité d'une nouvelle invasion russe en Ukraine augmente fortement.

La défaite militaire de la Russie est essentielle

Bien que la Russie prétende que son invasion de l'Ukraine est un acte de légitime défense – visant à empêcher l'Ukraine de devenir une base pour l'attaque prévue de l'OTAN contre la Russie, ou à attaquer la Russie elle-même pour obéir à ses maîtres américains et de l'OTAN – les véritables objectifs de Poutine en Ukraine sont l'accaparement impérialiste du territoire, la destruction de l'État ukrainien souverain et l'élimination ou la soumission de tous les Ukrainiens qui ne partagent pas l'avis de Poutine sur l'illégitimité d'une identité ukrainienne distincte et d'une nation ukrainienne séparée de la Russie. La vision impérialiste de Poutine était depuis longtemps évidente dans ses discours et déclarations avant l'invasion, mais elle a été écartée comme n'étant guère plus qu'une rhétorique provocatrice sans conséquence pratique. Au lieu de cela, les préoccupations légitimes de la Russie en matière de sécurité concernant l'élargissement de l'OTAN étaient censées être à l'origine de l'escalade des tensions, même si l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN n'a jamais été une possibilité réaliste. Dès le début de l'invasion, il est devenu impossible de nier l'intention impériale de la guerre, car la rhétorique a commencé à inspirer les actions de la Russie. Dans les médias d'État russes étroitement contrôlés, la « solution à la question ukrainienne » a été annoncée (prématurément), et Poutine et d'autres hauts responsables russes, tels que Naryshkin et Patrushev, ont nié le caractère national et la souveraineté de l'Ukraine. Un article intitulé « Que devrait faire la Russie avec l'Ukraine », publié par RIA-Novosti, le média d'État russe, décrit un plan effrayant pour détruire les Ukrainiens et l'Ukraine elle-même. Dans les villes et villages ukrainiens occupés, les forces russes s'en prennent méthodiquement aux militants pro-ukrainiens, y compris aux professeurs de langue et d'histoire ukrainiennes (matières que les « autorités » d'occupation prévoient supprimer des programmes scolaires), et entreprennent de détruire les symboles de la spécificité de l'Ukraine, tels que les « mauvais » livres d'histoire dans les bibliothèques, les monuments et même les panneaux en ukrainien dans les classes. Les personnes détenues, torturées et assassinées sous l'occupation étant accusées d'être des « nazis », et les preuves croissantes de meurtres systématiques, de déportations forcées vers la Russie et de plans de « rééducation » et de russification des enfants ukrainiens déportés ont conduit certains spécialistes du génocide à conclure que les actions de la Russie en Ukraine montrent l'intention de détruire la nation ukrainienne, ce qui correspond à la définition juridique internationale du génocide.

Aussi odieuse et irrationnelle que puisse paraître la vision du monde de Poutine concernant l'Ukraine, c'est la réalité indéniable dans laquelle se déroule la guerre. Tant que la Russie restera invaincue militairement et poursuivra ses objectifs en Ukraine, cela signifiera la destruction de l'Ukraine et le génocide du peuple ukrainien sur tout territoire que la Russie réussira à contrôler, avec la menace permanente d'une nouvelle agression et d'une annexion au coup par coup. Par conséquent, la sécurité de l'Ukraine ne peut être obtenue que si Poutine se voit clairement refuser ses objectifs en Ukraine – maintenant et à l'avenir.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

L'Occident ne doit pas envisager un règlement intermédiaire ou une voie de sortie au prix des pertes territoriales de l'Ukraine. Les concessions territoriales condamneront de nombreux Ukrainiens au régime d'occupation brutal et génocidaire, en chasseront d'autres de chez eux, montreront à Poutine qu'il peut partiellement atteindre et « s'en tirer » avec ses objectifs impérialistes, et ne feront qu'encourager de nouvelles prises de territoires à l'avenir.

L'Ukraine ne demande pas aux démocraties occidentales de se battre pour elle, mais elle demande des armes lourdes pour permettre à son armée de libérer les territoires saisis par la Russie. Certains Occidentaux craignent que la fourniture d'armes offensives à l'Ukraine ne mette l'Occident en confrontation directe avec la Russie, ce qui conduirait à une guerre nucléaire. Mais nous ne devons pas supposer que la Russie passera à la confrontation nucléaire si on lui refuse ses objectifs en Ukraine. La dissuasion nucléaire fonctionne dans les deux sens. La Russie sait que l'OTAN dispose également d'armes nucléaires, et une confrontation nucléaire amènerait la guerre sur le territoire russe – ce que Poutine est peu susceptible de risquer. Cela serait, en effet, incommensurablement plus risqué pour la survie, y compris physique, de son régime que de mener une guerre conventionnelle en dehors de ses frontières. En outre, la Russie a déjà montré qu'elle était sensible aux échecs militaires et qu'elle adaptait son comportement lorsqu'elle était effectivement mise au défi. L'échec de la prise de Kyiv l'a rapidement conduite à revoir à la baisse son objectif de « libérer » le Donbass (et éventuellement de réaliser un pont terrestre vers la Crimée). Cela ne signifie pas que sa vision générale vis-à-vis de l'Ukraine a changé, mais l'adaptation de la Russie face à une résistance effective plutôt qu'à un apaisement donne une bonne indication que Poutine ne prendra pas le risque d'un geste suicidaire tel qu'une frappe nucléaire contre l'Occident.

À court terme, la sécurité de l'Ukraine passe par la défaite de la Russie sur le champ de bataille, en rendant la guerre si coûteuse que la Russie serait contrainte de se retirer des territoires qu'elle a envahis depuis février. Cet objectif peut être atteint en combinant une aide militaire supplémentaire et plus meurtrière à l'Ukraine et des sanctions plus complètes contre la Russie. Tout en affirmant la souveraineté de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, il serait peut-être sage pour l'Ukraine de ne pas réclamer la Crimée. Une attaque militaire contre la Crimée est, en effet, le scénario le plus à même de déclencher une escalade nucléaire, en raison de l'importance stratégique de la flotte de la mer Noire.

Repousser les forces russes de toute la région du Donbass serait plus difficile à réaliser militairement que de les chasser des territoires nouvellement occupés, ce qui pourrait nécessiter un règlement négocié distinct. La réincorporation des « républiques populaires » de Donetsk et de Louhansk constituerait un défi particulier après huit ans de contrôle russe. Les migrations d'entrée et de sortie influencées par les préférences politiques, la « passeportisation » et le ciblage systématique des résidents pro-ukrainiens ont conduit à une population moins pro-ukrainienne. Le statut de la Crimée pourrait être résolu par des moyens non militaires à une date ultérieure. Le président Zelensky a déjà signalé que l'Ukraine était prête à s'engager à ne pas utiliser la force militaire pour rendre la Crimée. La forme que prendra la solution de la Crimée dépendra de ce qui se passera en Russie sur le plan intérieur. Si Poutine se maintient au pouvoir, le statu quo d'avant février pourrait persister – la Russie contrôlant de facto la Crimée, mais l'Ukraine et le reste du monde ne reconnaissant pas la légalité de l'annexion. Une Russie post-Poutine pourrait être ouverte à d'autres possibilités.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

Mais en attendant, l'Ukraine ne devrait pas se voir refuser l'entrée dans l'UE et l'OTAN parce qu'elle ne contrôle pas ce territoire. Même après la défaite de la Russie, l'Occident ne devrait pas revenir à la coopération d'avant-guerre avec la Russie.

L'ancien chancelier allemand Schröder a récemment affirmé que la Russie était trop importante pour être isolée politiquement ou économiquement à long terme. De nombreux Occidentaux sont d'accord avec lui, même s'ils ne le font pas savoir pour l'instant, alors que l'Ukraine se bat pour son indépendance. Cependant, la sécurité à long terme de l'Ukraine (et de l'Europe) exige le rejet de cette notion et la prise de conscience du fait que tant que la Russie restera gouvernée par un autocrate et attachée à une lecture impérialiste de son histoire, elle restera une menace pour ses voisins et la stabilité en Europe. Un nouveau rideau de fer doit tomber pour se protéger de cette Russie. La Russie doit être isolée et contenue aussi longtemps qu'il le faudra pour que la société russe procède à un changement de régime et à une démocratisation.

Au cours des 22 dernières années, l'Occident a poursuivi la coopération et le processus d'interdépendance économique avec une Russie de plus en plus autocratique. Alors que Poutine se tournait vers la répression intérieure dans les années 2000 pour consolider son emprise sur le pouvoir, en commençant par le procès de Mikhaïl Khodorkovsky, suivi du meurtre d'Anna Politkovskaïa, de l'empoisonnement d'Alexandre Litvinenko et de la mort en détention de Sergueï Magnitsky, les dirigeants occidentaux ont fait la leçon sur la démocratie et les droits de l'homme, mais la coopération avec la Russie s'est poursuivie au niveau international alors que les États-Unis menaient une confrontation avec l'« Axe du mal ». L'Occident a également accueilli les oligarques russes et leurs entreprises. Après l'invasion de la Géorgie par la Russie en 2008 et la reconnaissance du territoire géorgien comme un ensemble de mini-États indépendants soutenus par la Russie, l'Occident n'a pas réagi fermement, mais a au contraire fait marche arrière dans ses projets d'accueillir la Géorgie et l'Ukraine dans l'OTAN. En outre, pendant le mandat de M. Medvedev à la présidence, les États-Unis ont tenté de relancer la coopération avec la Russie, notamment en accélérant le processus d'adhésion de la Russie à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et en coopérant à la gestion de la crise financière mondiale. En 2011-2012, l'Allemagne a poursuivi le projet Nord Stream 1, qui a accru la dépendance énergétique de l'Europe à l'égard de la Russie, au moment même où le régime russe renforçait la répression contre l'opposition intérieure par le biais des poursuites engagées contre les manifestants de la place Bolotnaïa, de l'affaire des Pussy Riot, ainsi que de la législation anti-LGBTQ et sur les agents étrangers.

Après l'invasion de l'Ukraine en 2014, les États-Unis et l'Europe ont imposé quelques sanctions à la Russie, mais ont continué à espérer s'engager dans une coopération constructive et n'ont pas inversé les politiques d'interdépendance économique. La France et l'Allemagne sont entrées dans le format Normandie avec la Russie, en acceptant la fausse prémisse selon laquelle la Russie est un simple médiateur entre le gouvernement ukrainien et les séparatistes ukrainiens du Donbass, alors qu'en fait, la Russie a été l'instigatrice de l'insurrection du Donbass. Le train de sanctions initial a été progressivement édulcoré et l'Allemagne a poursuivi le projet Nord Stream 2, qui ne ferait qu'accroître la dépendance de l'Europe vis-à-vis du gaz russe. Au fil des ans, les gouvernements européens ont largement fermé les yeux sur l'ingérence de la Russie dans leur processus démocratique national, ainsi que sur les tentatives et les assassinats très probables d'opposants au



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

régime de Poutine (transfuges tchéchènes, anciens espions, oligarques de l'opposition et marchands d'armes) dans les villes européennes. La politique de coopération et d'interdépendance, malgré l'escalade de la répression intérieure russe et l'agression internationale, n'a pas réussi à inciter la Russie à respecter les normes internationales et à s'engager en faveur de la stabilité en Europe. Au contraire, elle a donné à Poutine un sentiment d'impunité et a préparé le terrain pour l'invasion de l'Ukraine en février 2022.

Si l'on veut garantir la sécurité de l'Ukraine à long terme, les alliés européens et de l'OTAN doivent changer de cap et mener une politique d'endiguement de la Russie autocratique, ce qui l'affaiblirait militairement et diplomatiquement. Le secrétaire américain à la Défense, M. Austin, a présenté cet objectif comme un moyen de mettre fin à la guerre en Ukraine, et cette politique doit persister même après la fin des hostilités. Le train de sanctions doit rester en place jusqu'à ce que la Russie se retire de tout le territoire ukrainien. La communauté internationale devrait collaborer avec l'Ukraine pour enquêter et documenter les crimes de guerre et les actes génocidaires de la Russie et traduire les auteurs en justice devant un tribunal international. L'Europe doit se sevrer du pétrole et du gaz russes et rechercher des sources d'énergie alternatives. Les démocraties occidentales devraient adopter des politiques plus strictes visant à empêcher l'ingérence de la Russie dans leur politique intérieure. Les règles de financement des partis devraient empêcher les fonds russes d'aller aux acteurs politiques locaux. Les autorités de régulation des médias et les agences de sécurité nationales devraient exercer une surveillance plus étroite afin d'empêcher la diffusion de récits de désinformation russes dans les médias occidentaux. Les organisations internationales où la Russie occupe des positions de pouvoir devraient envisager des moyens de limiter son rôle et son impact sur les politiques.

Les citoyens russes qui souhaitent quitter la Russie autocratique doivent être accueillis comme ils l'étaient pendant la Guerre froide, mais des mesures doivent être prises pour empêcher les oligarques russes de mener des vies parallèles en Russie et à l'Ouest. Les efforts diplomatiques devraient se concentrer exclusivement sur la prévention de l'escalade nucléaire, plutôt que sur une hypothétique relance de la coopération avec la Russie. L'objectif de l'endiguement de la Russie n'est pas de se venger de son agression de 2022. Sans un endiguement durable, la Russie percevra à nouveau l'Occident comme faible, ce qui pourrait alimenter non seulement une nouvelle tentative d'invasion de l'Ukraine, mais aussi des actions agressives contre d'autres États proches des frontières de la Russie.

L'Ukraine doit être intégrée à l'UE et à l'OTAN

Pendant que l'Occident s'efforce de contenir la Russie, l'Ukraine devrait être progressivement intégrée à l'UE et à l'OTAN. La sécurité à court terme pourrait être assurée par une feuille de route vers l'adhésion à l'UE. L'intégration de l'Ukraine dans l'UE peut se faire à un rythme qui tienne compte de la reconstruction massive qui doit avoir lieu, ainsi que de la poursuite des réformes intérieures essentielles à une intégration réussie dans l'UE. Toutefois, il est important de reconnaître que l'Ukraine dispose d'une démocratie consolidée, qui a résisté pendant huit ans aux attaques hostiles de la Russie par le biais de la désinformation et de l'ingérence politique directe. L'Ukraine a réussi à maintenir un espace médiatique compétitif et la liberté d'expression, tout en s'efforçant de réduire les effets perniciose de la propagande russe.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17

Elle a sauvé les droits politiques des citoyens et des partis prorusses et leur a permis d'accéder pleinement au processus électoral, même si, comme nous le découvrons aujourd'hui, certains d'entre eux travaillaient directement avec la Russie pour porter atteinte à la souveraineté ukrainienne. Pendant la guerre, l'Ukraine a fait preuve d'une forte capacité étatique, d'institutions gouvernementales locales résilientes et dignes de confiance, et d'une société civile dynamique qui travaille efficacement avec l'État. Tout cela est de bon augure pour la gouvernance démocratique d'après-guerre. Le fait d'être officiellement sur la voie de l'adhésion à l'UE en tant que pays candidat à l'UE constituera une garantie supplémentaire contre tout retour en arrière démocratique. L'intégration européenne de l'Ukraine montrera que le pays a gagné sa place parmi les démocraties occidentales, ce qui réduira la possibilité d'une nouvelle agression russe.

La sécurité à long terme de l'Ukraine ne peut être assurée que par l'adhésion à l'OTAN. L'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN suscitera-t-elle la colère de la Russie ? Il ne fait aucun doute que ce serait le cas, mais ce n'est pas une raison suffisante pour s'abstenir d'aller dans cette direction. Les demandes d'adhésion à l'OTAN en cours de la Finlande et de la Suède suscitent également la colère de la Russie, mais rares sont ceux qui sont prêts à faire marche arrière, car ces pays ont le droit souverain de décider de leurs alliances en matière de sécurité et apporteront également une solide contribution à la capacité de défense collective de l'OTAN. Ces deux raisons s'appliquent à l'Ukraine. L'armée ukrainienne s'est montrée extrêmement compétente au cours des deux derniers mois, et les militaires de l'OTAN continuent de l'entraîner à utiliser les mêmes armes qu'elle.

Alors que l'Occident prend conscience que la Russie autocratique dirigée par Poutine constitue une menace pour ses voisins ainsi que pour la paix et la stabilité en Europe, il est évident que l'élargissement de l'OTAN a permis de garantir la sécurité des États situés dans la « sphère d'influence » revendiquée par la Russie et de remplir la mission défensive de l'alliance. Même si la machine de propagande de Poutine le conteste, l'extension du parapluie de l'OTAN à l'Ukraine ne menace pas les intérêts légitimes de la Russie, tels que sa souveraineté, son intégrité territoriale ou sa capacité à mener des politiques indépendantes. Tout comme elle l'a été pour la Pologne, les États baltes et d'autres pays de l'ancien bloc soviétique, l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN est une assurance contre la menace de l'impérialisme russe, et non un empiètement sur la sécurité de la Russie.

Cette réalité suggère qu'une alternative à l'OTAN sous la forme de garanties de sécurité ad hoc revient à réinventer inutilement la roue. Si le président Zelensky a indiqué que l'Ukraine pourrait accepter des garanties de sécurité suffisantes et crédibles au lieu d'une adhésion formelle à l'OTAN, il est peu probable que de telles garanties se concrétisent. Si l'Ukraine n'est pas membre de l'OTAN, celle-ci ne lui accordera pas de garanties du type Article 5. Des garanties de sécurité qui, dans la pratique, n'offrent pas de défense collective en cas de future agression seraient insuffisantes, car elles laisseraient l'Ukraine vulnérable si la Russie devait attaquer à nouveau. Si les forces militaires ukrainiennes voyaient leurs effectifs être réduits et limités, tout en étant empêchées de s'entraîner avec des partenaires étrangers sans le consentement de la Russie (ainsi que cette dernière l'a demandé), l'Ukraine se retrouverait dans une position encore plus faible qu'aujourd'hui.

Pour démontrer les objectifs défensifs de l'OTAN, l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN peut être associée à des assurances de bonne foi données à la Russie que l'Ukraine ne sera pas utilisée



comme rampe de lancement d'une agression militaire contre la Russie. L'OTAN peut s'engager à ne pas placer certains types d'armes sur le territoire ukrainien, à limiter la taille de ses troupes en Ukraine et à institutionnaliser la transparence des exercices d'entraînement. D'autres mesures pourraient être déterminées par des experts militaires dans le cadre de consultations.

L'agression brutale de Poutine contre l'Ukraine a servi de réveil à ceux qui pensaient que coopérer avec un régime de plus en plus autoritaire et révisionniste était le moyen de modérer le comportement de la Russie envers ses voisins et de maintenir la paix en Europe. L'Occident doit s'affranchir de la dépendance au gaz russe et s'unir pour se défendre et défendre l'Ukraine, ainsi que les principes démocratiques/libéraux auxquels les deux adhèrent, et ne pas céder à l'intimidation.

lerubicon.org

Guerre en Ukraine : quelles stratégies Vladimir Poutine a-t-il déployées pour que la Russie résiste sur le terrain économique ?

Article rédigé par Luc Chagnon - franceinfo France Télévisions - Publié le 12/06/2022 07:02 Mis à jour le 12/06/2022



Le président russe Vladimir Poutine, lors d'une téléconférence à la résidence d'Etat de Novo-Ogaryovo, en banlieue de Moscou, le 2 juin 2022.
(MIKHAIL METZEL / POOL / SPUTNIK VIA AFP)

Depuis plus de trente ans, Moscou essaie de transformer son économie en "forteresse". Mais l'ampleur inattendue des sanctions internationales en réaction à l'invasion de l'Ukraine a forcé la Russie à mettre en place des mesures draconiennes.

"Nous allons provoquer l'effondrement de l'économie russe."
Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, se montrait confiant, en mars, sur franceinfo, lorsqu'il défendait la deuxième vague de sanctions européennes contre la Russie

en réponse à l'invasion de l'Ukraine. Mais l'économie russe ne s'est pas écroulée, et s'est même redressée dans certains secteurs. Une résilience qui n'est pas due au hasard.

"Avant la guerre, la Russie a essayé de bâtir une forteresse économique", résume auprès de franceinfo Sergei Guriev, économiste à Sciences Po. Néanmoins, la solidité de ses murailles est aujourd'hui mise à l'épreuve par des attaques d'une intensité inédite, qui la forcent à trouver de nouvelles parades. Comment le pays s'est-il préparé à la crise ? Et comment s'y adapte-t-il ?



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

Un isolement économique incomplet

Moscou essaie depuis longtemps de rendre son économie plus indépendante. *"La Russie a mis en place une politique dite de 'substitution aux importations' à partir de 2014-2015"*, explique à franceinfo Caroline Dufy, maîtresse de conférence à Sciences Po Bordeaux et autrice du livre *Le Retour de la puissance céréalière russe* (éd. Peter Lang, 2021).

"L'idée était de favoriser le remplacement des importations par la production nationale, dans de nombreux domaines."

Caroline Dufy, maîtresse de conférences à Sciences Po Bordeaux à franceinfo

Cette politique a connu certains succès, notamment dans l'agriculture. En 2014, la Russie importait jusqu'à un tiers de sa nourriture, mais l'embargo sur certains produits alimentaires européens, qu'elle a imposé après son invasion de la Crimée la même année, lui a permis de devenir autosuffisante en blé et en viande, selon David Teurtrie, chercheur associé au Centre de recherches Europes-Eurasie de l'Inalco, sur France Culture.

Moscou a également encouragé la création de champions technologiques nationaux, comme le moteur de recherche Yandex, et l'autonomisation du secteur financier. *"Elle a développé son propre système de paiement, Mir, et son propre système de messagerie interbancaire"*, explique à franceinfo David Teurtrie. *Ces technologies ont permis aux banques russes de continuer à échanger entre elles de manière fluide, malgré leur exclusion progressive [par vagues, au fur et à mesure, depuis le 1er mars] de Swift*, la messagerie utilisée par des banques du monde entier pour se transmettre des informations liées aux virements bancaires.

Mais face à l'ampleur des sanctions occidentales, cette politique trouve assez vite ses limites. Seule une cinquantaine de banques étrangères utilisent le "Swift russe", rappelle Reuters*, et celles qui acceptent les cartes bancaires Mir se trouvent principalement dans de petits pays selon le site officiel de l'entreprise (*en russe*). Surtout, la "substitution aux importations" n'a pas réussi à rendre Moscou indépendante en technologies, et la pénurie guette. Le pays a par exemple autorisé la production de voitures sans airbags à cause du manque de composants et, pour réparer ses avions, il pourrait avoir besoin d'en démonter d'autres, selon le média russe *Kommersant (en russe)*. Les sanctions coupent également le pays des semi-conducteurs les plus modernes (taïwanais, sud-coréens ou américains) qui entrent dans la composition de toutes les technologies de pointe, des smartphones aux appareils médicaux en passant par l'armement.

"La Russie est un producteur mineur de processeurs, et leur performance est très loin de celle des plus perfectionnés."

David Teurtrie, chercheur associé au Centre de recherches Europes-Eurasie - à franceinfo

En réponse, Moscou a de nouveau encouragé à relocaliser la production et a autorisé l'importation de technologies au mépris des interdictions occidentales en passant par des intermédiaires, comme le rapporte Reuters*.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

Mais pour David Teurtrie, *"tout produit industriel un peu complexe fait toujours appel à des composants étrangers. Sur des technologies de pointe, il faudrait de nombreuses années de travail et d'importants investissements pour que la Russie développe le savoir-faire nécessaire."*

Le pays pourrait aussi se tourner vers la Chine pour remplacer ces composants, mais selon Sergei Guriev, *"les entreprises chinoises ne vont pas vouloir remplacer les technologies les plus perfectionnées, et surtout pas livrer des équipements militaires ou 5G, par peur de sanctions. Elles n'en seront de toute façon pas capables, car leurs semi-conducteurs sont toujours en retard par rapport aux taïwanais."*

Des excédents massifs grâce à la vente d'énergie

C'est la clé de la résistance de l'économie russe. La Russie vend beaucoup plus qu'elle n'achète et reçoit donc beaucoup plus d'argent qu'elle n'en dépense. D'un côté, les importations de Moscou se sont effondrées de près de 40% entre avril 2021 et 2022 selon des chiffres de l'association de professionnels Institute of International Finance (IIF)*, à cause des sanctions internationales, de l'incertitude et des restrictions sanitaires en Chine.

Mais de l'autre côté, les exportations russes ont explosé en valeur, souligne sur Twitter* cette association des grandes banques mondiales. Les ventes de combustibles fossiles à l'étranger ont rapporté à la Russie près d'un milliard de dollars par jour sur les deux premiers mois de la guerre en Ukraine, selon les calculs du Centre for Research on Energy and Clean Air (Crea)*, contre environ 660 millions de dollars par jour en 2021 d'après les chiffres de la Bank of Russia cités par Reuters*. Elle pourrait donc accumuler un excédent courant record de près de 250 milliards de dollars en 2022, d'après les calculs de l'IIF cités par *The Economist**.

Tout cet argent ne permettra pas à Moscou d'acheter des biens occidentaux soumis aux sanctions. *"Mais il peut servir à commercer avec les pays qui ne la sanctionnent pas, notamment la Chine"*, explique à franceinfo Richard Connolly, directeur du cabinet Eastern Advisory Group et spécialiste de la Russie.

Un grain de sable est venu se glisser dans cette machine bien huilée : l'Union européenne a adopté fin mai un embargo progressif sur le pétrole russe. Moscou pourrait en souffrir, puisque, depuis le début de la guerre en Ukraine, l'UE représente 71% des exportations russes de combustibles fossiles, toujours selon le Crea. Mais la Russie a déjà commencé à chercher d'autres acheteurs pour ses hydrocarbures. *"La part vendue en Asie augmente depuis plus de dix ans"*, souligne David Teurtrie. Le continent est justement devenu le plus gros acheteur de pétrole russe pour la première fois en avril, signale Bloomberg*, surtout grâce à la Chine et l'Inde. Les deux géants profitent du rabais offert par la Russie par rapport aux autres producteurs.

"Moscou doit proposer d'importantes réductions à ses clients, vu qu'ils prennent des risques en commerçant avec elle."

David Teurtrie, chercheur associé au Centre de recherches Europes-Eurasie - à franceinfo



La Russie pourrait tout de même avoir du mal à transférer toutes ses ventes d'or noir vers l'Asie, car ses oléoducs sont principalement orientés vers l'Europe. Mais puisque le pétrole peut être transporté par tankers relativement facilement, contrairement au gaz, l'impact de l'embargo européen devrait être limité, de l'avis de Richard Connolly. *"Il laisse plus de six mois aux deux camps pour trouver de nouveaux partenaires, et si le prix du pétrole continue d'augmenter, les pertes russes seront réduites"*, souligne le spécialiste.

Des mesures monétaires qui ont "gelé" l'économie

C'est l'une des données régulièrement mises en avant par les autorités russes pour vanter la résistance de l'économie : le rouble vaut de plus en plus cher. Il faut dire que le scénario catastrophe était proche. Au début de la guerre, la monnaie russe a perdu près de 30% de sa valeur, ce qui menaçait de faire exploser le prix des importations, l'inflation, et donc d'entraîner la chute du rouble dans une spirale infernale.

Vladimir Poutine redoutait un tel scénario. *"Les élites russes ont été traumatisées par la crise financière russe de 1998, qui avait rendu le pays dépendant des institutions financières occidentales comme le FMI"*, explique David Teurtrie. Au fil des années, la Russie a donc accumulé des grandes quantités de monnaies étrangères, qui pourraient servir à soutenir la valeur du rouble en cas de crise. Elle a ainsi constitué l'une des plus grandes réserves mondiales, avec 630 milliards de dollars stockés à la Banque centrale russe* en février 2022.

Mais cette stratégie n'a pas fonctionné comme prévu. Près de la moitié des réserves de la Banque centrale russe étaient stockées dans des banques étrangères, et ont donc été gelées par les sanctions.

"C'était complètement inattendu. Le principal pilier de la forteresse russe s'est effondré."

Sergei Guriev, économiste à Sciences Po - à franceinfo

Le scénario catastrophe était de retour. La Russie a donc déployé les grands moyens : elle a brutalement monté les taux d'intérêt pour inciter les Russes à épargner, et les échanges de roubles avec l'étranger ont été fortement limités. *"La politique monétaire a été très bien menée"*, pour David Teurtrie, qui souligne que la valeur du rouble a depuis atteint des records, poussée par ces mesures et l'excédent commercial massif du pays.

Mais pour Caroline Dufy, *"cette 'réussite' est complètement artificielle. C'est le fruit d'un contrôle financier extrêmement rigide : les entreprises ne peuvent pas échanger librement leurs roubles."* Or, une monnaie forte n'est pas très utile si elle ne peut être dépensée nulle part. *"La Russie a ramené les taux d'intérêt au niveau d'avant la guerre justement parce que ces mesures menaçaient d'étouffer l'économie en rendant le crédit très cher"*, ajoute la chercheuse. Les contrôles ont permis à Moscou de *"geler la situation"*, pour l'économiste allemand Janis Kluge cité par le média américain Grid*, mais le répit pourrait ne pas durer.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 22

La hausse du salaire minimum et des retraites annoncée en mai par Vladimir Poutine* ne suffira pas à compenser l'inflation, qui pourrait atteindre 23% en 2022 selon la Bank of Russia citée par Bloomberg*. Malgré la résistance de la monnaie, les revenus réels des Russes vont baisser. Et même si les prix augmentent moins rapidement que prévu, toujours selon les estimations officielles de la Bank of Russia*, "cela cache sans doute des pénuries locales", avec des produits qui disparaissent purement et simplement à cause des sanctions, souligne Caroline Dufy. "La Russie est

**dans une situation difficile, résume Sergei Guriev. Pas désastreuse, mais son PIB va baisser de 10% en 2022 et même s'il récupère, il pourrait ne pas retrouver son niveau d'avant-guerre avant 2027."* Le siège de la forteresse Russie ne fait que commencer.

Tensions autour de l'enclave russe de Kaliningrad

l'express.fr



La Lituanie a instauré des restrictions sur certaines marchandises transitant vers l'enclave de Kaliningrad, avant-poste militaire russe. Ce qui n'est pas du goût du Kremlin. © Sputnik via AFP

La Lituanie a décidé d'appliquer les sanctions européennes en réponse à l'invasion russe en Ukraine, en interdisant le transit ferroviaire de marchandises de la Russie vers Kaliningrad.

Entre Pologne et Lituanie, à 1000 kilomètres de Moscou, l'enclave russe de Kaliningrad - qui abrite le quartier général de la flotte russe sur la mer Baltique - se trouve au coeur d'un litige opposant le Kremlin à l'Union européenne. Depuis le 17 juin, la Lituanie, qui est une ex-république soviétique, applique en effet les sanctions européennes liées à l'invasion de l'Ukraine sur le transit par voie ferrée de marchandises en direction de l'enclave bordée par deux pays de l'Otan et de l'UE. Une situation potentiellement explosive qui déplaît aux dirigeants russes.

- **Les faits : des sanctions qui font grincer les dents des Russes**

Vendredi, l'opérateur ferroviaire public lituanien, LTG, a annoncé qu'il n'autoriserait plus les marchandises russes faisant l'objet de sanctions de l'UE, notamment le charbon, les métaux, les matériaux de construction, et certains biens technologiques, à transiter par le pays vers Kaliningrad. Dénonçant un "blocus", le gouverneur de Kaliningrad, Anton Alikhanov, a estimé qu'entre 40% et 50% des approvisionnements de l'enclave via la Lituanie étaient potentiellement soumis à ces restrictions. Or, pour Moscou, cette mesure viole directement un accord datant de 2002 conclu entre la Russie et l'Union européenne peu avant l'intégration des pays baltes au sein de l'Union européenne (effective en 2004). Celui-ci permet notamment aux citoyens russes de circuler sans visa.

Le ton est donc rapidement monté entre le Moscou et Vilnius. En visite à Kaliningrad, le secrétaire du Conseil de sécurité russe, Nikolai Patrouchev, a directement menacé le pays hostile à sa politique : "La Russie, bien sûr, réagira à de tels actes hostiles. Des mesures appropriées sont en train d'être élaborées au niveau inter-ministériel et seront adoptées prochainement.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 23

Elles auront de sérieuses conséquences négatives pour la population de la Lituanie". Dans la foulée, le Kremlin a accusé l'Union européenne d'encourager une "escalade" des tensions, exigeant un rétablissement immédiat du transit vers l'oblast (région). "Le transit par voie terrestre entre la Russie et Kaliningrad n'a pas été stoppé ni interdit. Le transit des passagers et des marchandises se poursuit. Il n'y a pas de blocus", lui a répondu le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, sans réussir à calmer les tensions.

- ***Pourquoi c'est important : un territoire russe stratégique et militarisé***

Kaliningrad a beau n'être qu'un petit territoire d'à peine 15 000 kilomètres carrés, constitué essentiellement de forêts et de landes où vivent moins de 1 million de personnes, il est devenu, au fil des années, l'un des enjeux de la nouvelle confrontation entre la Russie et l'Occident. L'oblast revêt une importance particulièrement stratégique pour la Russie : Kaliningrad est le seul accès maritime libre de glace toute l'année sur la façade occidentale russe. Poutine en a fait le port d'attache de la puissante flotte russe de la mer Baltique.

L'an dernier, le Kremlin y a ainsi installé, "dans le cadre d'exercices militaires", des missiles balistiques de moyenne portée Iskander, capables d'emporter des têtes nucléaires. De quoi mettre à portée de tir Berlin, Varsovie, Copenhague, Stockholm, en plus des territoires des pays baltes. En février, peu avant l'entrée de ses troupes en Ukraine, la Russie y a aussi déployé des missiles hypersoniques, avant d'affirmer début mai que son armée avait simulé des tirs de missiles à capacité nucléaire depuis l'enclave, agitant la menace nucléaire aux Européens.

- ***Le contexte : une enclave isolée qui représente un pont vers l'Europe***

Fondé au XIIe siècle par l'ordre chrétien des chevaliers teutonique, l'oblast de Kaliningrad (autrefois nommé Königsberg) fut l'une des principales cités du Royaume de Prusse avant de faire partie de l'Empire allemand, à partir de 1871, et d'être conquis par l'Union soviétique après une lutte acharnée contre l'Allemagne nazie en 1945. Depuis la chute de l'URSS, l'enclave de Kaliningrad est complètement coupée du reste de la Russie. La région est fortement dépendante de la ligne de chemin de fer la reliant au reste du territoire russe, via la Lituanie. Or les relations entre la Russie et la Lituanie sont délicates depuis plusieurs années, le pays ayant été la première ex-république soviétique à déclarer son indépendance en 1990, avant de devenir membre de l'Otan et de l'UE dans les années 2000.

Présentée par les autorités comme une sorte de "Hongkong russe", l'enclave représente un pont vers l'Europe. L'OTAN a en effet identifié une bande de 80 kilomètres de frontières polonaises et lituaniennes, située entre Kaliningrad à l'ouest et le Belarus - favorable au Kremlin - à l'est, connue sous le nom de "Suwalki Gap" (le corridor de Suwalki), comme étant une cible potentielle de Poutine en cas de conflit. "Suwalki constitue le talon d'Achille de l'Otan, expliquait récemment à *L'Express* Amélie Zima, chercheuse en relations internationales. "En cas d'invasion russe, ce corridor coupe les trois Etats baltes du reste de l'Alliance atlantique. Ces derniers se retrouveraient sur une île, entourés par la Russie, et l'assistance de l'Otan ne pourrait alors se faire que par les airs ou par la mer."



Les inquiétantes leçons de la guerre d'Ukraine pour l'avenir de Taïwan

1. auteur Pierre-Yves Hénin - Professeur émérite en économie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Déclaration d'intérêts

Pierre-Yves Hénin ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son organisme de recherche.



Partenaires

Comme le montrent ces unes photographiées à Taipei le 25 février 2022, les Taiwanais suivent avec la plus grande attention l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui leur fait redouter une attaque similaire contre leur île par la Chine.

Sam Yeh/AFP

Depuis le début de l'offensive russe en Ukraine, les analyses et les mises en garde sur le renforcement de la menace chinoise pesant sur Taïwan se sont multipliées.

Sans prétendre résumer l'ensemble de ces analyses, il est utile à ce stade de s'arrêter sur trois interrogations qui nourrissent la réflexion : l'impatience grandissante manifestée par Xi Jinping va-t-elle se trouver modérée ou encouragée par le « passage à l'acte » inattendu de Poutine ? Que change l'expérience ukrainienne de ces quatre derniers mois à la posture états-unienne d'« ambiguïté stratégique » ? Enfin, les nouvelles formes de « guerre asymétrique » observées lors de ce conflit sont-elles de bon augure pour la capacité de résistance de Taïwan, voire pour les chances d'un succès américain en cas de confrontation directe avec la République populaire de Chine ?

Le risque de l'occurrence de la guerre

Force est de constater que, gouvernement et services de renseignements états-uniens mis à part, la décision de Poutine de « passer à l'acte » a surpris les observateurs et la plupart des gouvernements étrangers, tant la balance des risques et des avantages paraissait défavorable au Kremlin. Faut-il y voir un précédent qui annoncerait une semblable initiative chinoise envers Taïwan, comme se le demandait l'éminent sinologue Jean-Pierre Cabestan, pour qui :

« Un élément assez inquiétant est le fait que, comme on le sait, nombreux étaient ceux qui refusaient de croire à une invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine. Or il a pris cette décision, de manière très verticale, sans que personne ne vienne sur son chemin. Xi Jinping aujourd'hui a quant à lui accumulé



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

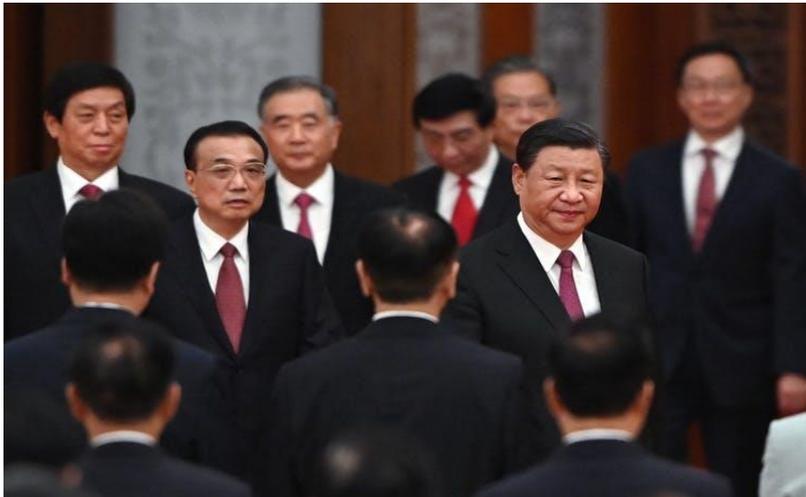
Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

tellement de pouvoirs que l'on peut se demander s'il n'est pas dans la même situation. Gonflé par un nationalisme que l'on sait incandescent et soucieux de régler la question taïwanaise avant la génération suivante, Xi pourrait être aussi tenté de passer à l'acte, et ceci dans des délais assez brefs. »

Toutefois, en dépit d'un renforcement de son emprise personnelle sans précédent depuis Mao (malgré une légitimité parfois contestée), Xi Jinping ne pourrait pas prendre une telle décision sans l'accord des rouages organisationnels et politiques de cet État-parti. À titre d'exemple, rappelons que les Tiananmen Papers décrivent bien le méandre des consultations qui a conduit au choix de la stratégie répressive en juillet 1989.



Xi Jinping en compagnie du premier ministre Li Keqiang et des membres du Comité permanent du Politburo lors d'une réception à Pékin le 30 septembre 2021.

Greg Baker/AFP

En tout état de cause, avant d'envisager une décision aussi lourde de conséquences, la direction chinoise se doit de tirer les leçons de la guerre en Ukraine sur les plans politique et militaire.

Quel engagement américain ?

Le soutien américain à Taïwan est réputé s'inscrire dans une politique d'ambiguïté stratégique, excluant tout engagement formel. Cette posture vise à exercer une double dissuasion : il s'agit de dissuader la RPC d'entreprendre une réunification par la force, mais aussi de dissuader les autorités taïwanaises d'engager un processus d'indépendance formel, ce qui serait un casus belli avéré avec Pékin. Le souci sous-jacent est de ne pas voir se renouveler l'expérience de 1914, quand de grandes puissances ont été entraînées dans une guerre majeure par des décisions inconséquentes de leurs alliés.

La leçon de la guerre d'Ukraine sur ce point est elle-même ambiguë. L'expérience confirme certes que les États-Unis n'entrent pas en guerre pour un pays auquel ne les lie aucun engagement formel, ce qui ne peut manquer d'inquiéter à Taïwan. Toutefois, l'ampleur du soutien accordé par Washington à Kiev sur les plans militaire (à travers des livraisons d'armes et d'informations) et politico-économique (par l'ampleur du dispositif de sanctions) a dépassé toutes les anticipations. Dans le même temps, suivant l'avis de nombreux observateurs, le président Biden a reformulé le 23 mai dernier l'engagement américain envers Taïwan en des termes très clairs, conduisant à penser que les États-Unis s'impliqueraient encore plus significativement dans un conflit pour Taïwan que dans la guerre en Ukraine.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

Washington livre des armes offensives à Kiev (TV5 Monde Info, 16 avril 2022).

La Russie a échoué à isoler l'Ukraine de son arrière stratégique européen, ce qui a permis l'acheminement d'une aide importante en matériels et approvisionnement. De quels moyens les États-Unis disposeraient-ils pour apporter leur aide à Taïwan en cas de conflit ?

On se souvient que, durant la guerre du Vietnam, au moins jusqu'en 1972, les États-Unis avaient laissé ouvert l'accès du port d'Haiphong aux navires soviétiques ravitaillant le Nord-Vietnam en armements et fournitures diverses ; on voit mal la Chine opter pour une telle attitude en cas de guerre ouverte avec Taïwan.

La RPC laisserait-elle l'aviation américaine renouveler l'opération *Nickel Grass* qui a permis de livrer à Israël 22 300 tonnes d'armes, munitions et équipements qui ont seules permis la victoire de l'État hébreu dans la Guerre du Kippour en 1973 ?

Ces questionnements soulignent une double prise de risque : pour les États-Unis, celui de passer outre à un blocus de Taïwan que la Chine mettrait probablement en œuvre dans ces circonstances ; pour Pékin, celui d'ouvrir le feu sur des navires ou avions américains, encourageant ainsi la lourde responsabilité d'initier l'engagement armé entre les deux grandes puissances.

À côté des incertitudes tenant à l'ampleur de l'engagement américain, de quelles leçons l'expérience de la guerre en Ukraine est-elle porteuse en matière de résistance de Taïwan ?

Les nouvelles formes de la guerre asymétrique, un atout pour Taïwan ?

Une leçon majeure se dégage des premiers mois de la guerre : appliquée avec résolution, l'adoption des tactiques et moyens de la guerre asymétrique permet à un petit pays de résister à l'agression d'une puissance bien supérieure, pourvu qu'il dispose de soutiens extérieurs résolus. Sans surprise, Taïwan a été invitée à s'inspirer de l'exemple ukrainien.

Au nombre des moyens d'une telle résistance figurent des missiles antichars et antiaériens puissants et très maniables, l'emploi généralisé de drones assurant aussi bien la surveillance du champ de bataille que des actions offensives, une bonne mobilité des forces éclairée par un système de renseignement bénéficiant de l'assistance américaine.

Justement, Taïwan est réputée avoir fait le constat que seule l'adoption d'une stratégie de guerre asymétrique lui offrait des perspectives de succès face à l'Armée nationale populaire. Toutefois, comme l'argumente un rapport de deux universitaires américains, la stratégie adoptée est loin de s'être traduite par des choix cohérents en matière d'armements et d'équipements : les commandes de sous-marins, de destroyers, de chars ou d'avions de chasse traduisent plutôt une continuité dans des modalités traditionnelles de défense.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

Le redéploiement vers des systèmes défensifs plus discrets et plus mobiles, demandé par les États-Unis dans la perspective d'une stratégie de défense intégrée prônée par certains analystes, n'a été qu'amorcé, de même que la réorganisation et l'entraînement renforcé du corps de réservistes appelés à remplir le rôle joué en Ukraine par la Défense territoriale.



Des réservistes taiwanais participent à un entraînement militaire sur une base militaire à Taoyuan, le 12 mars 2022. Sam Yeh/AFP

La guerre en Ukraine a mis en évidence l'importance de deux types d'armes : les missiles et, plus novateurs, les drones. L'effort de Taipei en matière de missiles est notable. Il reste toutefois modeste au regard des moyens dont dispose l'APL en la matière.

Répondre à cette asymétrie exige une concentration des efforts sur deux créneaux stratégiques : d'une part, les missiles air-sol, efficaces contre les avions ou missiles adverses, et capables de limiter l'efficacité des frappes chinoises sur les moyens de défense et de communication taiwanais ; et, d'autre part, les missiles antinavires, nécessaires en grand nombre pour dénier à la marine de l'APL la capacité d'opérer un débarquement sur les côtes de l'île. Là encore, l'annonce récente, présentée comme un succès, de nouveaux missiles capables de frapper les bases adverses en Chine continentale atteste d'une dispersion des moyens qui peut nuire à la satisfaction de ces priorités stratégiques.

Par leur coût limité, leur flexibilité et la discrétion de leur mise en œuvre, les drones apparaissent comme les instruments privilégiés d'une défense asymétrique. Alors que l'investissement consenti par l'Ukraine lui a assuré une franche supériorité sur l'armée russe dans ce domaine, l'effort taiwanais, tardif et limité, restera en tout état de cause bien modeste par rapport aux moyens de l'APL, qui s'appuient sur la première industrie mondiale en la matière.

La guerre d'Ukraine a surtout révélé l'importance de la volonté d'un peuple à se mobiliser pour défendre son indépendance et son territoire, au prix des plus grands sacrifices. Depuis des décennies que plane la menace chinoise, les observateurs ont régulièrement douté d'une volonté semblable de la population taiwanaise. Plus qu'une comparaison statique, l'expérience ukrainienne se manifesterait en dynamique. Venant après la mise au pas de Hongkong, véritable enterrement des illusions sur le compromis de 1992 « un pays, deux systèmes », l'agression russe, de plus en plus approuvée par Pékin, apporte le choc nécessaire à un réveil de l'esprit de défense taiwanais.

Ce réveil doit se traduire par des décisions majeures en matière d'effort budgétaire global : sans doute convient-il d'augmenter la part de la Défense dans le budget, au-delà des 2 % du PIB péniblement atteints dernièrement, de mieux répartir ces moyens et d'améliorer la préparation militaire d'une jeunesse appelée à alimenter les unités de réservistes.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

L'armée taïwanaise prépare ses troupes à une attaque de la Chine (Les Échos, 7 janvier 2022).

Cet esprit de résistance est particulièrement nécessaire pour crédibiliser le stade ultime de la défense asymétrique : la poursuite d'une action de guérilla qui contestera à une armée chinoise victorieusement débarquée la maîtrise du territoire de l'île. Si sa crédibilité est avérée, cette perspective d'une résistance intérieure peut exercer un pouvoir dissuasif « en dernier ressort », en convainquant les autorités chinoises que même un débarquement réussi pourrait s'avérer n'être qu'une victoire à la Pyrrhus.

D'une guerre locale à une conflagration générale ?

L'expression de « guerre froide » entre le monde occidental et le front des autoritarismes sino-russe paraissait excessive. Nous en vivons pourtant aujourd'hui un « point chaud », comparable à la Guerre de Corée dans la précédente guerre froide. Ainsi réapparaît le risque d'un dérapage vers une conflagration généralisée, que la fermeté, voire le « jusqu'aboutisme », des parties concernées ne permet pas d'exclure complètement.

Si l'on voit mal le conflit ukrainien dégénérer à ce point, la montée des tensions qu'il révèle ne peut que renforcer l'inquiétude sur la possibilité d'une escalade, y compris nucléaire, que pourrait provoquer un affrontement autour de Taïwan.

Dans le même temps, le recours massif aux sanctions, envisagées depuis la création de la Société des Nations en 1920 comme un substitut à l'action armée, risque de montrer toutes ses limites, déjà illustrées par des expériences précédentes : l'imbrication des économies en majore le coût en retour, en particulier pour l'Europe, au point que celle-ci doit s'accommoder d'arrangements et d'exceptions ; cette imbrication rend encore plus illusoire la gageure que constituerait la mise en œuvre contre la Chine de sanctions efficaces qui resteraient supportables pour l'économie, et donc pour l'opinion américaines.

La guerre en Ukraine posera bientôt la question cruciale de la valeur de la garantie américaine. Sur le plan militaire, divers wargames ont fait apparaître les risques pour les États-Unis d'une défaite dans un conflit avec la Chine pour la défense de Taïwan.

Les *Task forces* constituées autour d'un porte-avion apparaissent vulnérables à une attaque combinée de missiles chinois, de même que la grande base de Guam, centre névralgique du déploiement aéronaval états-unien dans le Pacifique de l'Ouest. Certes efficaces contre des attaques limitées, les défenses antimissiles américaines seraient rapidement saturées en cas d'attaque massive. Sur le plan politique, dès les *mid-terms* de novembre, le consensus bipartisan qui soutient aujourd'hui l'action de Joe Biden pourrait se trouver fragilisé, pour la plus grande satisfaction du tandem d'États révisionnistes autoritaires spéculant dans la durée sur les incertitudes qui affectent la démocratie américaine.



La Chine déploie des dizaines d'avions de guerre près de Taïwan



Stéphanie Bascou - © Pixabay

La Chine déploie des dizaines d'avions de guerre près de Taïwan

29 avions de guerre chinois ont pénétré dans la zone d'identification de défense aérienne de Taïwan.

Les tensions entre la Chine et Taïwan ont franchi une nouvelle étape mardi 21 juin. 29 avions de guerre chinois ont pénétré mardi 21 juin dans la zone d'identification de défense aérienne (ZIDA) de Taïwan, rapporte le ministère de la Défense de

Taïwan sur son compte Twitter. Les aéronefs étaient composés d'avions de chasse, d'avions de détection et de contrôle, d'avions anti-sous-marins, ainsi que d'avions de ravitaillement en vol, est venue préciser l'autorité taïwanaise. L'opération est similaire à celle observée il y a un mois. La Chine avait alors envoyé dans cette zone 30 avions de guerre, explique CNN le mercredi 22 juin.

En retour, l'armée taïwanaise a fait décoller des avions de combat pour éloigner les appareils chinois, utilisé ses systèmes de missiles de défense aérienne pour surveiller les activités, et émis des alertes radio. Une ZADI n'est pas ce qu'on appelle un espace aérien souverain, qui est défini par le droit international comme s'étendant à 12 miles nautiques des côtes d'un pays. Il s'agit d'une zone qui englobe une zone plus vaste, qui permet normalement de contrôler et de sécuriser l'espace aérien d'un État. Il n'est donc pas interdit à la Chine de pénétrer dans cette zone, rappelait Ouest France le 27 octobre dernier.

Mais Pékin maintient de cette façon la pression sur l'île au régime démocratique en effectuant de fréquents vols d'avions de guerre dans la ZIDA de l'île. Taïwan et la Chine continentale sont gouvernés séparément depuis plus de 70 ans.

Le régime communiste voit de son côté Taïwan comme une partie de son propre territoire et menace de recourir à la force pour imposer sa souveraineté sur l'île. Ces derniers mois, les tensions ont été exacerbées depuis que Washington s'est engagé à soutenir l'île en cas d'attaque de la Chine.



La dépendance de la Chine empêchera la guerre

© Noel Celis/AFPChine

Pékin n'imitera pas Moscou en Ukraine en attaquant Taïwan. Tributaire de ses exportations, le pays ne peut se permettre d'être exposé à des sanctions occidentales.



La Chine peut-elle être la prochaine Russie ?

Alors, dans ce contexte, la Chine peut-elle être la prochaine Russie, en entrant en guerre avec Taïwan, comme Moscou l'a fait en Ukraine, ce qui provoquerait de lourdes sanctions occidentales ? Je ne le crois pas. Car la Chine est bien plus dépendante économiquement de l'Europe et des Etats-Unis. La stratégie de Xi Jinping, qui souhaitait rééquilibrer sa croissance, en développant son marché intérieur, a échoué.

La demande interne ralentit durablement sous l'effet notamment du vieillissement de la population et de la faiblesse des pensions de retraite. Alors que les exportations ne se sont jamais aussi bien portées, grâce à la demande de produits informatiques et d'équipements domestiques pendant la crise du Covid, la Chine reste très dépendante de ses exportations. Pour atteindre ses objectifs de croissance, Xi Jinping a besoin des marchés européens et américains et il serait très gêné par des sanctions sévères sur ses produits. La Chine est une nation mercantiliste.

► Evolution des exportations de la Chine vers les Etats-Unis, la zone euro et le Royaume-Uni (en %)



© Fournis par Challenges La dépendance de la Chine empêchera la guerre

Ne pas gripper l'économie durablement

Ses dirigeants ne veulent pas gripper durablement l'économie. La dépendance chinoise aux matières premières (pétrole, alimentaire, métaux), importées massivement, est bien plus gérable car l'empire du Milieu est souvent en position de force dans des Etats disposant de ressources minières, surtout en Afrique. En revanche, pour ses exportations de produits industriels, sa dépendance à l'Occident est plus problématique. Ce qui devrait limiter le risque de voir Pékin connaître la même dérive guerrière que Moscou.

Guerre en Ukraine, réchauffement climatique, Covid-19... On vous explique la crise alimentaire qui inquiète en Afrique de l'Ouest



Dans la région, la hausse des prix induite par le conflit en Ukraine est venue aggraver une situation déjà préoccupante depuis plusieurs années.

Article rédigé par Valentine Pasquesoone - Rachel Rodrigues - France Télévisions

Publié le 22/06/2022 07:00 Mis à jour le 22/06/2022 07:02

Un enfant au marché de Sandaga (Sénégal), le 4 décembre 2021. (ISA HARSIN / SIPA)



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 31

La guerre a des répercussions à des milliers de kilomètres de Kiev. **L'Afrique de l'Ouest est menacée par "la pire crise de sécurité alimentaire et de nutrition jamais connue depuis dix ans"**, alerte le Programme alimentaire mondial (PAM). Dans la région, le nombre de personnes touchées par une crise alimentaire pourrait atteindre 41 millions d'ici septembre, contre 10 millions en 2019, selon les projections du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (PDF). Pour une quinzaine de pays d'Afrique, du Sénégal à l'Ouest au Niger à l'Est, la hausse des prix provoquée par l'invasion russe de l'Ukraine vient aggraver une situation de crise installée depuis plusieurs années.

Aux yeux du PAM, la situation sur place *"est en train de devenir incontrôlable"*. *"L'insécurité alimentaire aiguë ne se limite plus au Sahel : elle s'étend désormais aux pays côtiers"*, avertissait récemment Chris Nikoi, directeur régional. Dans ces Etats, la part d'habitants en insécurité alimentaire a doublé en deux ans, atteignant plus de six millions de personnes. Quant au Sahel, autant d'enfants de moins de cinq ans *"risquent de souffrir de malnutrition aiguë"* cette année.

Le réchauffement climatique au cœur de la crise

Plusieurs facteurs ont rapproché l'Afrique de l'Ouest de l'insécurité alimentaire, selon la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest* (Cédéao), le PAM et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). *"Cette crise alimentaire (...) a explosé ces dernières années, sous l'effet conjugué de l'insécurité causée par le terrorisme, le banditisme, les conflits intercommunautaires, ainsi que le changement climatique et la pandémie de Covid-19."* Cinq millions d'Ouest-africains ont été déplacés.

Le réchauffement climatique est au cœur de cette crise. *"Les pluies sont plus aléatoires et les récoltes dépendent beaucoup de cette instabilité climatique. Des poches de sécheresse, essentiellement dans les pays du Sahel, vont également affecter les productions"*, souligne Matthieu Le Grix, responsable Agriculture, développement rural et biodiversité à l'Agence française de développement (AFD). Le spécialiste pointe aussi la dégradation des sols dans la région. Des évolutions démographiques ont entraîné, dans certaines zones rurales, l'exploitation *"de toutes les surfaces, tout le temps, tous les ans"*, alors qu'*"il y a quelques années, il y avait beaucoup moins de monde, donc les agriculteurs pouvaient laisser des terres en jachère"*.

"Cette dégradation des ressources naturelles est un facteur de conflits au Sahel."

Matthieu Le Grix, responsable Agriculture, développement rural et biodiversité à l'AFD à franceinfo

Une récente étude de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm* (Sipri) a documenté les liens étroits entre changement climatique, dégradation de l'environnement et conflits en Afrique de l'Ouest, trois accélérateurs de la crise alimentaire régionale.

Dans un contexte de ressources naturelles affaiblies, *"la concurrence [pour ces ressources] risque de provoquer des conflits entre agriculteurs et éleveurs"*, prévient le Sipri. Des groupes armés ont en parallèle *"tiré profit"* des effets du réchauffement climatique, recrutant davantage dans les régions en



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32

crise. Ces conflits, quand ils gagnent du terrain, *"empêchent le travail des agriculteurs et le pastoralisme"*, une pratique fondée sur les déplacements de troupeaux, poursuit Matthieu Le Grix.

Une hausse des prix aggravée par le Covid-19

Conséquence d'une baisse des rendements agricoles et d'une offre perturbée par les conflits, *"les prix locaux de céréales ont atteint de nouveaux sommets dans plusieurs pays"*, relève la Cédéao : +43% pour le maïs par rapport à la moyenne des cinq dernières années, +27% pour le sorgho, +20% pour le riz... En mars, les prix des céréales dans la région étaient supérieurs de 33 à 70% aux prix moyens depuis 2017. Le Burkina Faso, le Tchad et le Bénin sont parmi les pays les plus touchés. *"Vous avez des prix des céréales de base qui continuent de grimper face à des populations qui dépendent des marchés. Leur pouvoir d'achat ne fait que décroître"*, illustre Cédric Bernard, conseiller en sécurité alimentaire d'Action contre la Faim en Afrique de l'Ouest.

"Les prix sont même montés au-delà des niveaux observés lors des émeutes de la faim de 2008." Cédric Bernard, d'Action contre la Faim - à franceinfo

Les restrictions sanitaires pour juguler la propagation du Covid-19 ont à leur tour provoqué, pour la Cédéao, *"une augmentation soutenue du prix des aliments"* en Afrique de l'Ouest. Matthieu Le Grix précise que la pandémie *"a été un facteur venu aggraver tout ça, avec la perturbation des chaînes de production"*. Elle a également plongé *"dans un autre niveau de pauvreté"* des familles des zones urbaines, selon Marie Dasylva, responsable de la communication francophone pour le PAM. *"Beaucoup de ménages parmi les plus pauvres ont perdu leurs revenus quotidiens issus de l'économie parallèle, très développée en Afrique de l'Ouest."*

C'est dans ce contexte que l'invasion russe de l'Ukraine a débuté, le 24 février. La Cédéao insiste : *"Une prolongation du conflit pourrait encore exacerber les problèmes de la région, avec des conséquences économiques, alimentaires et politiques désastreuses."*

Une pénurie d'engrais liée à la guerre en Ukraine

Le secteur agricole se retrouve frappé de plein fouet par cette guerre, à travers l'augmentation des prix des engrais. L'Afrique de l'Ouest demeure très dépendante des importations russes et ukrainiennes de fertilisants. Résultat : seuls 48% des besoins en engrais étaient couverts dans la région le 30 avril, d'après l'étude de la Cédéao. A titre d'exemple, en Côte d'Ivoire, l'engrais utilisé pour le cacao est passé de 14 000 francs CFA les 50 kg à 25 000 francs CFA depuis le début de l'année, selon la FAO.

"Il faudra compter sur une production agricole moins importante du fait de cette utilisation moindre des engrais", prévient Matthieu Le Grix. Le PAM anticipe un recul d'environ un quart de la production de 2021 dans la région pour l'année prochaine.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

Cette flambée des prix a aussi des effets immédiats sur des denrées alimentaires essentielles comme le maïs ou l'huile de tournesol, bloqués dans les ports de la mer Noire. Le blé aussi, pour lequel de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest dépendent des importations russo-ukrainiennes. *"C'est le cas de la Mauritanie et du Sénégal qui consomment beaucoup de pain"*, développe Cédric Bernard. Au Sénégal, 66% du blé provient d'Ukraine ou de Russie (PDF)*. Le Bénin, la Mauritanie ou le Liberia importent plus de 50% de leur blé de Russie et d'Ukraine, selon la FAO (PDF)*.

"L'augmentation des prix sur les céréales importées reporte une partie de la demande sur les céréales locales, dont les prix flambent."

Cette tension risque d'entraîner *"des réactions sociales"* similaires aux émeutes de la faim de 2008, prévient Matthieu Le Grix. Celles-ci avaient touché une trentaine de pays, dont le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Dans certains pays, la contestation émerge déjà. Début juin, sept minoteries sénégalaises qui produisent des aliments pour le bétail, ont interrompu leurs livraisons, réclamant à l'Etat le versement d'une compensation financière pour pallier les effets de la guerre en Ukraine, relate RFI.

Les effets sont déjà visibles dans la population. Depuis quelques semaines, Samba Ba, éleveur dans la région pastorale de Ferlo (nord-est du pays), observe que *"les pâturages sont épuisés"*. *"Des éleveurs sont en train de perdre des animaux parce qu'ils n'arrivent plus à les nourrir"*, raconte-t-il à franceinfo. Une situation d'autant plus critique que la "période de soudure" a commencé. Ces quelques mois de battement, entre la fin de l'écoulement des stocks et l'arrivée des prochaines récoltes vers la fin août, pourraient encore voir basculer dans l'insécurité alimentaire de nombreux ménages pauvres.



Mali : Un nouveau groupe russe Wagner s'installe dans une ancienne base militaire française

M.F. avec AFP

GUERRE INFORMATIONNELLE

La France craint des tentatives de manipulations de l'information pour nuire au pays et à ses troupes qui ont quitté les lieux

Publié le 16/06/22 à 10h33 — Mis à jour le 16/06/22 à 10h33

Les troupes françaises ont quitté la base militaire de Ménaka en début de semaine — AFP

De nouveaux Russes ont posé le pied dans le Nord-est du Mali. « Plusieurs dizaines » des mercenaires du groupe paramilitaire Wagner sont arrivés mercredi à Ménaka. Ils ont pris place sur la base militaire rétrocédée lundi à l'armée malienne par les Français. Ces derniers s'attendent à une nouvelle tentative de manipulation de l'information pour leur nuire, a appris l'AFP de sources concordantes.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

Avant son départ de la base avancée de Ménaka lundi, avant-dernière étape du départ de la force antidjihadiste Barkhane du pays, l'armée française avait prévenu qu'elle serait « très vigilante aux attaques informationnelles ». Elle soupçonnait de possibles manœuvres pour nuire à son image, incluant l'organisation de manifestations anti-françaises, des accusations de collusion entre Barkhane et les djihadistes ou encore l'enfouissement de corps pour faire croire à des exactions commises par les Français.

Le départ français « en bon ordre, en sécurité et en toute transparence »

Au lendemain de la précédente rétrocession d'une base française, en avril à Gossi, l'état-major français avait diffusé des vidéos tournées par un drone montrant selon lui des *paramilitaires de la société russe Wagner en train d'enterrer des corps non loin de l'emprise*, en vue de faire accuser la France de crimes de guerre. Le départ français lundi de la base avancée de Ménaka « a été conduit en bon ordre, en sécurité et en toute transparence, dans un contexte où la force Barkhane fait face à des attaques informationnelles régulières visant à entacher son action et sa crédibilité », avait commenté en début de semaine le porte-parole de l'état-major, le général Pascal Ianni.

Les rapports entre la junte au pouvoir à Bamako et Paris, ancienne puissance coloniale, se sont brutalement dégradés ces derniers mois, en particulier depuis l'arrivée au Mali de paramilitaires du groupe Wagner, poussant les deux pays à la rupture après neuf ans de présence française ininterrompue pour lutter contre les djihadistes.

La base de Ménaka se situe dans la région dite des trois frontières, aux confins du Mali, du Niger et du Burkina Faso, dans laquelle les militaires français se sont longtemps battus pour entraver l'implantation des groupes djihadistes affiliés à l'Etat islamique (EI).

LE NOUVEAU RIDEAU DE FER

Le 30 juin, Sergueï Lavrov, le ministre des Affaires étrangères russe a déclaré à Minsk devant son homologue biélorusse, Vladimir Makeï : « le rideau de fer, de fait, il est déjà en train de s'abattre » entre la Russie et l'Occident en raison de la crise diplomatique internationale qui fait suite à l'« opération militaire spéciale », c'est-à-dire l'invasion de l'Ukraine [1].

Il reprend la phrase de Winston Churchill prononcée aux États-Unis en 1946 « de Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriatique, un rideau de fer s'est abattu sur le continent » prenant acte de la séparation du continent européen entre les pays capitalistes et le bloc soviétique. Cela avait marqué le début de la Guerre froide.

Lavrov a même ironisé : « que (les Occidentaux) fassent attention et qu'ils ne se coincent pas (les doigts) dedans ». Selon lui, l'Union européenne n'accorde aucune attention à l'intérêt de la Russie car elle prend ses consignes à Washington.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35

Le ministre a également estimé que le sommet de l'OTAN ayant eu lieu à Madrid fin juin avait démontré que les États-Unis voulaient soumettre tous les pays à leur volonté. Son homologue biélorusse a renchéri en déclarant que le nouveau « rideau de fer » était érigé, cette fois, par les Occidentaux eux-mêmes et non par Moscou.

Il convient de se souvenir que le communisme en place à Moscou et dans tous les pays tombés sous sa tutelle après la Seconde Guerre mondiale craignait la fuite des populations actives vers l'Ouest, et plus particulièrement celle des savants et techniciens indispensables au développement de la société des « petits matins qui chantent ». Ce mouvement s'est perpétué avec le temps amenant même l'érection du mur de Berlin [2] en 1961.

L'OTAN et son pendant, le Pacte de Varsovie, ont ainsi vu le jour ; en 1949 pour l'Alliance et en 1955 pour le second. En Europe, les armées se faisaient face, l'arme au pied. C'est la politique de dissuasion nucléaire qui a empêché l'invasion de l'Europe qui se serait terminée en troisième guerre mondiale.

Cela n'a pas empêché les affrontements indirects lors de la décolonisation [3] : l'affaire de Suez, les guerres de Corée puis du Vietnam ni les mouvements révolutionnaires en Amérique latine, en Afrique et même en Europe. Les services secrets des pays membres du Pacte de Varsovie « accompagnaient » ces « combattants de la liberté ».

C'est l'Initiative de défense stratégique (IDS) connue comme la « guerre de étoiles », mise en œuvre sous l'administration du président Ronald Reagan, qui a mis à genoux l'URSS. Celle-ci ne pouvait plus suivre financièrement et techniquement les États-Unis sur ce terrain politico-militaire, puis connu le désastre afghan en 1989. En bref, la Russie était ruinée et ne parvenait plus à assurer la cohésion des pays de l'Est.

Il est vrai que l'Histoire ne se renouvèle jamais de la même façon. Mais elle peut donner quelques clefs pour tenter d'imaginer – avec d'infinies précautions – ce qui pourrait se passer dans un proche avenir.

En Ukraine, une fois tout le Donbass conquis, les forces russes devraient consolider leurs positions en adoptant une attitude défensive. Les Ukrainiens seront également obligés de « camper sur leurs positions », n'ayant pas assez de moyens – humains et matériels – pour lancer des offensives de rupture nécessaires pour emporter la décision.

L'évacuation de l'île des serpents est une humiliation de plus pour Moscou et une victoire pour Kiev. Mais les positions sur ce rocher de 0,17 km² stratégiquement non indispensable étaient intenable car il était devenu un réceptacle de tir pour l'artillerie ukrainienne. Kiev n'a pas intérêt à y reprendre pied car son corps expéditionnaire serait à son tour soumis aux bombardements russes (marine et aviation).

La situation devrait donc se stabiliser le long d'une ligne de front coupant l'Ukraine en deux : à l'Est et au Sud, la partie « indépendantiste », à l'Ouest l'Ukraine « libre ». Cela ne devrait pas empêcher



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 36

les coups de main locaux et des bombardements et tirs d'artillerie sporadiques. En résumé, personne ne devrait ni gagner ni perdre la guerre. En Europe, les armées de l'OTAN et de la Russie devraient rester l'arme au pied même si l'affaire du « mini-blocus » de l'enclave de Kaliningrad par la Lituanie reste préoccupante

Les pays Baltes et la Pologne craignent une offensive russe, mais une chose a considérablement changé depuis la Guerre froide. Si les Russes ont effectivement des « intérêts » à défendre, ils n'ont plus d'idéologie marxiste-léniniste à diffuser mondialement. Il y a bien les populations d'origine russe présentes en Europe du Nord qui pourraient servir de prétexte à une intervention, mais une attaque directe contre un pays membre de l'OTAN irait directement contre les intérêts même de la Russie.

La crainte de la constitution d'un axe Moscou-Pékin est en train de s'installer en Occident. Mais, à court et moyen terme, cela irait contre la volonté de la Chine d'étendre son influence économique sur l'ensemble de la planète via son projet des nouvelles routes de la soie.

Théoriquement, le monde ne deviendra pas totalement bipolaire. D'un côté se dessine le bloc occidental plus le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle Zélande. De l'autre, la Russie et la Biélorussie. Entre les deux, la Chine, l'Inde, l'Afrique, les pays asiatiques, caucasiens (et peut-être la Turquie) qui vont jouer sur les deux camps au mieux de leurs intérêts qui peuvent être fluctuants. Mais tout cela pourrait changer à moyen terme si la situation en mer de Chine venait à se dégrader de manière significative.

[1] La responsabilité de l'invasion de l'Ukraine revient au Président Vladimir Poutine qui en a donné l'ordre. L'ancien ambassadeur de France à Washington, Gérard Araud, rappelle que Georges Clemenceau avait répondu à un interlocuteur qui contestait la responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement de la Grande Guerre : « Peut-être mais en fin de compte, ce n'est pas la Belgique qui a envahi l'Allemagne ».

[2] Selon Moscou : le « mur de protection antifasciste... ».
cf2r.org

Une étude plaide pour un « renouveau de l'artillerie française », avec 215 CAESAR et des capacités de défense sol-air

Lors des auditions parlementaires de l'automne dernier, le chef d'état-major de l'armée de Terre [CEMAT], le général Pierre Schill, avait estimé que l'un des enjeux de la prochaine Loi de programmation militaire [LPM] allait être le rééquilibrage de la « trame artillerie », en portant une attention particulière à la défense sol-air, laquelle ne repose plus que sur des missiles MISTRAL [missile transportable anti-aérien léger], censés assurer la protection à basse altitude des unités engagées en opération.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 37

Le général Schill était arrivé à cette conclusion après l'exercice Warfighter 2021 qui, organisé quelques mois plus tôt aux États-Unis, avait souligné l'importance de l'artillerie dans le cadre d'un engagement de haute intensité. En effet, dans une telle hypothèse, une division sera engagée dans le cadre d'une coalition face à un ennemi à parité. [Or], dans de ce type de combat, l'attrition opérée par notre artillerie et la réaction à l'artillerie adverse sont primordiales, ce qui fait que les « besoins en capacités d'artillerie de cette division sont cruciaux, à la fois pour l'artillerie à longue distance et pour celle qui appuie directement les unités au contact », avait-il expliqué.

Depuis, les combats qui ont actuellement lieu en Ukraine n'ont pu que renforcer ce constat... Seulement, après les coupes budgétaires et les réductions de format effectuées après la Guerre Froide, **l'artillerie française est devenue « échantillonnaire »**. Et cela d'autant plus que les engagements de ces dernières années, menés dans des environnements « permissifs », ont conduit à des arbitrages que certains sont désormais tentés de remettre en cause, comme, par exemple, le transfert des Systèmes air-sol moyenne portée / Terrestre [SAMP/T ou « Mamba »] à l'armée de l'Air & de l'Espace [AAE].

Lors du salon de l'armement terrestre EuroSatory 22, en juin, le président Macron a indiqué qu'il avait demandé à Sébastien Lecornu, le ministre des Armées et au général Thierry Burkhard, le chef d'état-major des armées [CEMA] de réévaluer la LPM 2019-25 en cours « à l'aune du contexte géopolitique ». Et d'ajouter : « Ce travail donnera lieu [...] à une nouvelle planification et à un investissement dans la durée, clair et fort », notamment pour « consolider notre modèle d'armée complet. »

Adossé à la Fédération nationale de l'artillerie [FNA] et réunissant des généraux 2S, d'anciens officiers ayant servi dans cette arme et des personnalités « extérieures » qualifiées, l'Observatoire de l'artillerie vient de réaliser une courte étude dans laquelle il évalue les besoins de l'armée de Terre dans ce domaine, au regard de la guerre en Ukraine.

En premier lieu, s'agissant de la défense sol-air, et sans pour autant vouloir retirer les SAMP/T à l'AAE, l'Observatoire plaide pour doter chacune des deux divisions de l'armée de Terre d'un régiment équipé de tels systèmes. Pour la protection « basse altitude », il estime qu'il faudrait 132 postes de tir MISTRAL pour renforcer les batteries sol/air des régiments d'artillerie et les deux régiments SAMP/T qu'il appelle de ses vœux.

S'agissant des « feux sol-sol », l'étude estime que les 54 véhicules blindés multi-rôles [VBMR] Griffon dotés d'un mortier [MEPAC, pour Mortiers Embaqués Pour l'Appui au Contact] prévus par l'actuelle LPM sont insuffisants. Et d'avancer que 120 mortiers seraient nécessaires.

Même chose pour les Camions équipés d'un système d'artillerie [CAESAr], dont 18 [sur 76 en dotation] ont été livrés à l'Ukraine.

« Aujourd'hui il est prévu d'acquérir 33 CAESAr supplémentaires en 2025 ce qui portera le parc à 109, nombre notoirement insuffisant. En 2030 l'armée de Terre française disposera de 200 Leclerc rénovés et de 300 Jaguar soit un ratio de 0,22 canons / chars alors qu'il était de 0,85 à la fin de la



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juin 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 38

Guerre Froide. En portant le nombre de CAESAR à 215 le ratio canons /chars sera alors de 0,43 soit le double d'aujourd'hui mais cependant la moitié du ratio de la fin de la Guerre Froide », avance l'Observatoire de l'artillerie.

Quant au Lance-roquettes unitaire [LRU], dont seulement 13 exemplaires sont en service, l'étude parle de moderniser leur châssis « en transférant ce système sur un blindé à roues de type HIMARS qui ne met en oeuvre qu'un seul pod de six roquettes ». Et d'ajouter : « Le besoin serait alors de 55 lanceurs, réparti entre les deux régiments d'artillerie sol-sol de division ».

L'étude souligne également la nécessité de moderniser et de renforcer les moyens d'acquisition des cibles, que ce soit par le radar de contre-batterie COBRA, le drone tactique Patroller et les mini-drones. Cependant, elle plaide pour l'acquisition d'appareils stratosphériques de type HAPS [Altitude Platform System], comme le Zephyr d'Airbus

L'Observatoire de l'artillerie insiste évidemment sur l'importance de disposer d'un stock suffisant de munitions. Faute de disposer d'un état précis de l'inventaire de l'armée de Terre, il estime cependant que celui-ci devrait être suffisant pour au moins trente jours de combat. « Si le conflit perdure, l'approvisionnement en obus et missiles sera assurée par la montée en puissance de l'industrie munitionnaire », écrit-il. Selon lui, « les stocks de guerre nécessitent un important engagement financier », qu'il évalue à près de cinq milliards d'euros pour les seuls obus explosifs de 155mm et de 1,9 milliard pour les obus BONUS.

Enfin, l'étude aborde la question du recrutement. Étant donné le renforcement des capacités qu'elle préconise, elle évalue à 3000 le nombre d'artilleurs supplémentaires qu'il faudrait recruter. Actuellement, souligne-t-elle, l'artillerie représente 6% de l'effectif total de l'armée de Terre. Ce chiffre passerait à 9% si les solutions qu'elle propose sont adoptées.

« Avec une montée en puissance à la fois de ses effectifs de l'ordre de 3000 personnels et de l'ensemble de ses matériels et munitions nous aurons un véritable 'RENOUVEAU' de l'artillerie Française, capable de tenir sa place dans un 'combat de haute intensité'. Ces propositions devraient être prises en compte lors des travaux pour l'élaboration de la LPM rectificative 2019-25 », conclut l'Observatoire de l'artillerie.